

BILAN DES RÉALISATIONS
de 2003-2004

sur la

mise en oeuvre
de l'article 41 de la
Loi sur les langues officielles

Condition féminine Canada

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Partie I. Bilan des réalisations de 2003-2004	3
Section I. Grandes lignes du Plan d'action.....	3
Section II. Changement d'orientation.....	5
Section III. Résumé des principales réalisations de 2003-2004	6
Section IV. Bilan des réalisations de 2003-2004.....	10
SECTION V. Progrès accomplis par CFC vers l'atteinte des résultats prévus	17
Section VI. Diffusion du bilan des réalisations	19
Partie II. Signatures	19
Annexe 1 Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	
Annexe 2 Initiatives nécessitant une participation importante de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	

Introduction

Condition féminine Canada (CFC) est le ministère responsable de la coordination des moyens d'action employés par le gouvernement fédéral pour promouvoir l'égalité des sexes, il travaille en partenariat avec d'autres ministères fédéraux, d'autres ordres de gouvernement, des institutions, des groupes de femmes et d'autres organismes oeuvrant pour l'égalité à la détermination et à l'élimination des obstacles à l'accès complet et à la pleine participation de l'ensemble des Canadiennes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. (<http://www.swc-cfc.gc.ca>)

Raison d'être de CFC

Mandat : Coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et gérer les programmes qui s'y rapportent.

Vision : Jouer un rôle crucial en permettant au gouvernement du Canada de respecter son engagement à bâtir une société qui englobe et respecte l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens, en faisant la promotion de l'égalité entre les sexes, de l'inclusion et de la participation, au Canada, des femmes et des filles, dans toute leur diversité.

Mission : Promouvoir l'égalité entre les sexes et la pleine participation de toutes les femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays.

Rôles :

- *Courtier du savoir sur l'égalité entre les sexes* – Le Ministère facilite l'interaction et le partage d'information entre les partenaires et joue un rôle de premier plan afin d'informer sa clientèle des possibilités d'apporter une contribution opportune et efficace au processus fédéral d'élaboration des politiques. CFC met en contact les personnes qui ont les connaissances et celles qui ont de l'influence ou qui prennent les décisions.
- *Portail d'information* – CFC sert de portail de l'information sur l'égalité entre les sexes dans l'administration fédérale et pour les collectivités de toutes les régions du pays. Le Ministère met en contact les personnes qui ont des besoins et celles qui proposent des solutions.
- *Centre d'expertise* – CFC recueille activement des connaissances de premier ordre sur des enjeux précis, particulièrement les nouveaux enjeux en plus d'établir des contacts importants dans le domaine. Le but du Ministère est de partager le savoir, des cadres et des contacts avec des intervenantes, des intervenants et des partenaires, et ainsi les aider dans les efforts de promotion de l'égalité entre les sexes de leurs programmes et politiques.

Résultats :

1. des politiques gouvernementales affirmées et plus équitables
2. un plus large éventail d'intervenantes et d'intervenants informés et efficaces;
3. l'efficacité du Ministère.

Stratégie : Le Programme d'action pour l'égalité entre les sexes (PAES) est la principale stratégie utilisée pour faire avancer le travail de CFC. Le PAES est un cadre gouvernemental qui fait en sorte que les considérations liées à l'égalité des sexes soient prises en compte dans les nouveaux programmes et politiques et dans ceux qui existent déjà, dans le but de renforcer la politique publique. Le but global du PAES est de tenir compte des réalités différentes des femmes et des hommes, en utilisant l'analyse comparative entre les sexes (ACS) et l'intégration des considérations liées à l'égalité des sexes.

Loi sur les langues officielles

Aux termes de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, il incombe aux ministères, organismes et sociétés d'État fédéraux de respecter l'engagement que le gouvernement du Canada a pris de :

- a. favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et de soutenir leur développement;
- b. appuyer la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Condition féminine Canada (CFC) s'est engagé à accroître la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire, à favoriser leur développement et à encourager la reconnaissance et l'utilisation à la fois du français et de l'anglais dans la société canadienne. Le Ministère a un rôle important à jouer afin d'aider les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire à contribuer pleinement au développement de leurs communautés respectives et à participer, au même titre que les hommes, aux processus et aux activités qui façonnent leur vie à l'intérieur de ces communautés et dans l'ensemble de la société canadienne.

Partie I. Bilan des réalisations de 2003-2004

Section I. Grandes lignes du Plan d'action

En 2000, CFC a élaboré le *Plan d'action pluriannuel* triennal (2000-2003) pour l'aider à s'acquitter des obligations législatives qui lui sont conférées en vertu de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Le Plan d'action a été élaboré dans le contexte de la raison d'être de CFC, notamment des principes de l'inclusion et de l'équité. De plus, des mesures ont été prises pour que le Plan d'action soit pertinent et réponde aux besoins des femmes appartenant à une communauté de langue officielle en situation minoritaire. CFC espère que le Plan d'action lui permettra également de contribuer à l'atteinte des objectifs de l'*Année de la Francophonie canadienne*¹.

Dans le cadre de ce plan pluriannuel, CFC et ses quinze points de service au Canada s'engagent à reconnaître et à promouvoir la dualité linguistique du Canada. CFC appuie les efforts des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire en leur fournissant un appui technique et financier, des outils de recherche stratégique et du matériel promotionnel dans le but de faciliter leur participation aux efforts déployés en faveur de l'égalité entre les sexes aux échelons local, régional, national et international. Les principaux éléments du Plan d'action sont désignés ci-après :

Besoins des collectivités :

CFC continue de suivre et de recenser les besoins des femmes et des organisations de langue officielle en situation minoritaire à l'aide de différents mécanismes de consultation. Les principaux besoins des collectivités sont les suivants :

- **Accès aux programmes, aux services et à l'information du gouvernement :** accès aux programmes et services sociaux et de santé, information sur les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux pertinents, ressources pour les activités courantes et les initiatives spéciales, et documents d'information (p. ex.. rapports, outils, publications de recherche).
- **Soutien financier, matériel, technique et au développement social :** aide au développement social, notamment une aide financière et technique pour les moyens d'action pris pour se pencher sur leurs enjeux.
- **Participation accrue au mouvement pour l'égalité des femmes :** afin de devenir des participantes actives à part entière au mouvement pour l'égalité des femmes aux échelons local, régional et national, notamment en participant aux initiatives nationales et internationales.

¹ Les objectifs de l'*Année de la Francophonie* sont les suivants : renforcer les liens entre les francophones de l'ensemble des provinces et des territoires, renforcer les liens entre francophones et anglophones, et faire connaître les avantages de la francophonie canadienne sur les scènes nationale et internationale.

- **Possibilités de participer au processus d'élaboration des politiques gouvernementales** : reconnaissance accrue, par les ministères et les organismes, de la présence, des réalités et des enjeux des femmes de langue officielle en situation minoritaire, et mécanismes visant à faciliter leur participation au processus d'élaboration des politiques gouvernementales.

Principales mesures

Le Plan d'action de CFC désignait quatre mesures principales, qui servent de stratégies en réponse aux besoins communs recensés des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire :

- Fournir de l'aide au développement social aux groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et financer des activités qui cadrent avec les critères et les priorités du Programme de promotion de la femme.
- Promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques aux niveaux local, régional, national et international.
- Encourager la participation des femmes et des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux activités de CFC qui portent sur la recherche en matière de politiques.
- Promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, Journée de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et favoriser une plus grande participation de leur part.

Résultats escomptés

Le Plan d'action désigne trois résultats prévus :
(http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/ola/index_f.html)

1. *Amélioration de la capacité organisationnelle* chez les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire
2. *Processus plus inclusif d'élaboration des politiques gouvernementales*
3. *Rôle actif et pleine participation* des femmes et des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire *au mouvement pour l'égalité des femmes*

Section II. Changement d'orientation

En 2003-2004, dans le cadre de ses efforts de mise en oeuvre de la *Loi sur les langues officielles*, CFC a pris des mesures pour donner une nouvelle orientation à son Plan d'action de 2003-2006 afin de rendre compte des principes qui sous-tendent *Des résultats pour les Canadiens et les Canadiennes* (http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/res_can/rc_f.asp). Cette nouvelle orientation :

- facilitera le recours à une approche plus coordonnée des mesures prises par les différentes directions dans la mise en oeuvre de l'engagement de CFC à l'égard de la *Loi sur les langues officielles*;
- aidera CFC à cibler ses efforts au-delà des activités et à viser des résultats concrets et pertinents.

Pour contribuer à faciliter la transition vers une orientation axée sur les résultats, CFC a entrepris les activités suivantes au cours de l'année visée par le présent rapport :

- La haute direction a été informée de l'accent mis sur les résultats, des nouvelles exigences en matière de rapports et des rôles de leadership attendus dans la mise en oeuvre du Plan d'action.
- Pour la première fois, on a demandé aux directions de désigner des agentes chargées des dossiers concernant la *Loi sur les langues officielles*. Les agentes ont par la suite été informées des modifications apportées au Plan d'action et des nouvelles attentes relatives à la mise en oeuvre et à l'établissement de rapports.
- Les directrices régionales ont assisté à des séances d'information sur la nouvelle approche.
- On a élaboré certains outils de base pour aider à l'exécution de diverses tâches (p. ex. table de mesure du rendement, lignes directrices sur l'établissement de rapports, etc.)

Section III. Résumé des principales réalisations de 2003-2004

Ministre responsable : l'honorable Hélène Chalifour Scherrer, c.p., députée
Secrétaire d'État responsable : l'honorable Jean Augustine, c.p., députée

C'est avec plaisir que Condition féminine Canada (CFC) rend compte de ses réalisations pour l'exercice 2003-2004 en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

Approche adoptée par CFC : inclusion et représentativité

Dans la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, CFC suit les principes de l'équité et de l'inclusion. Ces principes font en sorte que l'examen des besoins et des enjeux des femmes des minorités de langue officielle ne découle pas simplement d'une obligation législative, mais s'inscrit dans les processus décisionnels de CFC. Par exemple, cette approche intégrée aide CFC à aborder de façon systématique l'examen des propositions à la lumière des perspectives de participation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des incidences sur ces dernières. De plus, CFC tente de s'assurer que les discussions avec les intervenantes tiennent compte des enjeux et des besoins des femmes des minorités de langue officielle. Par exemple :

- CFC fait en sorte que le processus régional de planification stratégique aborde explicitement les réalités et les priorités des femmes francophones en situation minoritaire qui vivent en Colombie-Britannique et au Yukon. Dans la région de l'Atlantique, le Ministère a continué de surveiller la représentation des femmes francophones au sein des groupes de femmes pour s'assurer de leur inclusion dans les secteurs de préoccupation communs et de leur participation à l'élaboration de politiques stratégiques. Dans la région du Québec et du Nunavut, CFC a saisi toutes les occasions de réunir les groupes de femmes anglophones et francophones, que ce soit pour la promotion de partenariats ou pour l'administration de programmes, etc.

Diffusion de l'information

- CFC a encouragé une plus grande participation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de leurs organisations aux activités de commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes. Divers produits de communication bilingues créés pour des activités spéciales, comme la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne », ont été envoyés aux personnes et aux organisations inscrites sur les listes d'envoi de CFC.
- CFC a continué de veiller à ce que toutes les intervenantes et tous les intervenants aient accès à l'ensemble des rapports de recherche stratégique financés par le Fonds de recherche en matière de politiques (FRP). Ces rapports de recherche ont été distribués aux ministres et aux fonctionnaires des gouvernements fédéral et provinciaux, aux bureaux régionaux de CFC, à

d'autres personnes, aux organismes de recherche et aux groupes de femmes ciblés, notamment aux organisations de langue officielle en situation minoritaire.

Investissements de CFC dans la mise en oeuvre de l'article 41

En 2003-2004, CFC a investi 1 074 307 \$ en 14 subventions pour améliorer la capacité organisationnelle, faciliter les changements institutionnels et promouvoir des processus inclusifs d'élaboration des politiques gouvernementales pour que les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aient pleinement accès aux aspects politiques, sociaux et culturels de la société canadienne et y participent activement. De plus, CFC a offert de l'aide technique (p. ex. création de liens entre les groupes, facilitation de l'accès des groupes à divers secteurs du gouvernement, accès aux ressources et aux outils, etc.) aux groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Les exemples suivants illustrent les types d'aide financière et technique offerts.

- Les enjeux des femmes francophones ont été désignés prioritaires pour la région des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest. La région a financé l'établissement du Conseil de santé pour les femmes francophones en région rurale au Manitoba, chargé de se pencher sur les grands problèmes liés à la santé, comme la violence familiale, auxquels se heurtent les femmes francophones.
- La région de la Colombie-Britannique et du Yukon a examiné systématiquement chaque proposition de financement à la lumière des perspectives de participation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de leurs incidences sur la communauté francophone en situation minoritaire.

Initiatives horizontales

Les représentantes de CFC continuent de siéger à divers comités interministériels qui offrent un appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire, notamment les Conseils fédéraux, le comité interministériel de Patrimoine canadien sur la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, le Partenariat rural canadien et l'Initiative nationale pour les sans-abri. Grâce à ces initiatives, CFC peut s'assurer que les discussions et les considérations stratégiques tiennent compte des enjeux et des priorités des femmes, notamment des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ce type d'intervention soutient également le développement des communautés par l'adoption de nouvelles approches et pratiques pour répondre aux besoins des groupes de clientes et de clients visés.

- En partenariat avec Communication Canada, CFC a réuni des ministères fédéraux (Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, Santé Canada et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) pour une initiative, *Dialogue au féminin/ Dialogue with a Twist*, conçue pour répondre à certains besoins en information identifiés par les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans la région de l'Atlantique.
- CFC s'est fait le champion des dossiers prioritaires des femmes francophones dans les réunions interministérielles et intergouvernementales, dont les réunions de l'Équipe rurale de

la C.-B. et celles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique ainsi que dans le cadre de l'Accord de Vancouver et de l'Initiative nationale pour les sans-abri.

- En outre, la coordonnatrice de CFC a agi à titre de championne des langues officielles pour le Ministère et a participé à la réunion annuelle des champions ministériels des langues officielles. CFC a payé sa part des frais administratifs associés au travail du réseau des champions ministériels des langues officielles.
- Au Nunavut, CFC a établi des contacts pour la mise sur pied d'un réseau de partenaires clés, notamment des organisations fédérales, territoriales et non gouvernementales.

Renforcement des capacités

Dans la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, CFC vise à renforcer les capacités organisationnelles des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de les doter des connaissances, des compétences et des outils nécessaires pour l'avancement de leurs dossiers et leur permettre de participer activement et à part entière aux efforts visant à faire avancer l'égalité des femmes. Voici certaines des initiatives de renforcement des capacités financées en 2003-2004 :

- CFC a offert une formation sur l'analyse comparative entre les sexes à la Coalition nationale des femmes francophones et a mis le groupe en rapport avec les formatrices de CFC sur l'analyse comparative entre les sexes. Cet outil précieux joue un rôle essentiel dans l'analyse des politiques, des programmes et des services visant à en déterminer les incidences selon le sexe. En maîtrisant cet outil, les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire seront en mesure de jouer un rôle clé dans les processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Les employées du bureau national du Programme de promotion de la femme ont participé à une formation sur l'analyse comparative entre les sexes et sur la gestion axée sur les résultats. En plus, le programme de promotion de la femme a initié des échanges d'information sur la situation des femmes francophones vivant en situation minoritaire dans le cadre des ententes Canada-communautés. La formation a été offerte à l'occasion d'une initiative de la Coalition nationale des femmes francophones.
- Des conférences téléphoniques ont été réalisées avec des groupes de langue officielle en situation minoritaire de New Carlisle en Gaspésie, de Kuujjuak au Nunavik (Nord-du-Québec) et d'Iqaluit au Nunavut, dans le cadre d'une présentation du Programme de promotion de la femme et de la nouvelle gestion axée vers les résultats, pour favoriser le partage de connaissances et l'élaboration des demandes de subvention au Programme de promotion de la femme, ainsi que le développement social (échange communautaire).
- Des rencontres mixtes (groupes anglophones et francophones) et bilingues ont eu lieu avec des groupes de la région de Montréal, de l'Estrie (Lennoxville), dans le cadre d'une présentation du Programme de promotion de la femme et de la nouvelle gestion axée sur les résultats, pour favoriser le partage de connaissances et l'échange communautaire.
Environ 30 p. 100 des rencontres et échanges avec les groupes ont été réalisés en anglais, soit une augmentation de 10 p. 100 depuis l'année dernière. En très grande partie, cette augmentation s'attribue aux échanges avec des groupes de femmes autochtones (Premières

Nations et Inuits), ainsi que des groupes de femmes des communautés culturelles ou des minorités visibles.

Section IV. Bilan des réalisations de 2003-2004

Mesure principale Un

Fournir une aide au développement social aux groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et financer des activités qui cadrent avec les critères et les priorités du Programme de promotion de la femme.

Pour la mise en oeuvre de cette mesure principale, CFC a eu recours à trois stratégies d'intervention :

1. Sensibilisation ou création du savoir;
2. Financement et aide technique;
3. Établissement ou élargissement de partenariats.

Voici des exemples des diverses activités exécutées par CFC dans le cadre de chacune de ces stratégies.

1. Sensibilisation ou création du savoir

CFC a fait appel à différents moyens de communication pour joindre les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de leur donner de l'information sur ses programmes, services et ressources. Ces outils d'information, qui peuvent être consultés en ligne ou en version imprimée, ont permis de rendre accessibles dans les deux langues officielles des études de recherche, des analyses des politiques et d'autres sources d'information.

Dans la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, le Ministère s'est servi de ses bureaux à l'échelle du pays pour informer les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire au sujet de ses programmes, services et ressources afin de leur donner accès à l'information sur les activités et programmes fédéraux. Ces forums ont permis non seulement de mieux faire connaître les programmes de CFC, mais également de tenir le Ministère au fait des nouveaux dossiers et enjeux ainsi que des besoins chez les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Voici un échantillon des activités qui ont permis de sensibiliser davantage les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire:

- Afin d'élargir la base de connaissances sur l'analyse comparative entre les sexes chez les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire, les fonctionnaires ainsi que d'autres intervenantes et intervenants, CFC a publié un article sur l'analyse comparative entre les sexes et les langues officielles dans le *Bulletin 41-42* de Patrimoine canadien, paru au cours de l'hiver 2003.
- CFC a fourni des services de traduction pour tous ses documents publics ainsi que des services de correspondance et d'information, a diffusé ses publications à un grand nombre de femmes, groupes et organisations de femmes, et a mis à la disposition du public des services de bibliothèque dans les deux langues officielles. Le Ministère a maintenu le site Web de CFC, accessible dans les deux langues officielles, et y a assuré l'entrée constante des

nouveaux documents et publications de CFC. Les femmes des minorités de langue officielle ont bénéficié de l'information accessible dans les deux langues officielles.

- CFC a participé à plusieurs activités organisées par la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) : le « Forum régional de formation – Recherche-action portant sur la pauvreté des femmes francophones vivant en situation minoritaire » à Charlottetown; et une réunion de formation en gestion axée sur les résultats et la présentation du sommaire de la recherche-action portant sur la pauvreté des femmes francophones vivant en situation minoritaire à Ottawa.
- L'assemblée générale annuelle de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) a permis à CFC d'avoir un portrait complet des groupes de femmes francophones à l'échelle du pays, et plus particulièrement dans la région des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest.
- En Alberta et au Manitoba, CFC a assisté aux célébrations du 20^e anniversaire et au Forum de Pluri-elles (Manitoba) inc.; le Ministère a également participé à une activité de la Chambre économique francophone de l'Alberta portant sur les femmes et l'entrepreneuriat. CFC a collaboré avec un groupe en Saskatchewan pour tenter de sensibiliser la communauté francophone à la violence contre les femmes.
- Au Colloque national « femmes francophones en situation minoritaire – solidaires dans la lutte à la violence faite aux femmes », organisé par la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, CFC a donné une communication sur les divers programmes et services du Ministère susceptible d'intéresser les femmes et groupes de femmes francophones en situation minoritaire.

2. Financement et aide technique

En 2003-2004, CFC a fourni de l'aide financière et technique pour plus de 200 initiatives réalisées par des groupes de femmes et d'autres groupes oeuvrant pour l'égalité. Parmi ces initiatives, 51 p. 100 ciblaient toutes les femmes (plutôt que des groupes cibles précis). Les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire ont bénéficié des produits et des résultats de ces initiatives. CFC reconnaît cependant l'existence d'enjeux propres aux femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et fournit l'aide financière et technique nécessaire pour leur permettre de réaliser des initiatives qui répondent à leurs besoins particuliers.

- Au cours de l'année visée par ce rapport, CFC a investi 1 074 307 \$ pour le financement de 14 initiatives à l'échelle du Canada ciblant des préoccupations particulières des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de leurs organisations. Ces initiatives portaient sur des questions comme la violence à l'endroit des femmes et des filles, la pauvreté, l'éducation, l'équité salariale, les obstacles au développement économique, les besoins des immigrantes et des femmes des minorités visibles, la participation des femmes au processus politique, etc. (On trouvera à l'annexe 1 de l'information sur les initiatives financées.) Voici un échantillon des initiatives financées :

- L'initiative du Initsiak Women's Centre's, « *Nunavik Women's Shelters: Improving the Quality of Services* » [*Les maisons d'hébergement de Nunavik : Améliorer la qualité des services*], vise à améliorer la capacité des trois maisons d'hébergement de mieux répondre aux besoins des femmes victimes de violence et de leurs enfants, dans les quatorze collectivités du Nunavik, en partenariat avec les ressources locales et régionales.
 - « *Intégrons la diversité* » [*Integrating diversity*], initiative du Collectif des femmes du Nouveau-Brunswick/New Brunswick Women's Collective, examine les besoins spéciaux et particuliers des femmes dans les communautés ethnoculturelles francophones qui vivent en situation minoritaire. Le Collectif cherche à améliorer la participation entière et sans entrave de ce groupe cible aux activités socio-économiques régionales.
 - « *Connaître ses droits, une nécessité pour les femmes victimes de violence : projet d'éducation juridique populaire* » [*Know your rights, a necessity for women victims of violence: project of community legal education*], initiative d'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, vise à donner du pouvoir aux femmes francophones victimes de violence conjugale au sein d'un système social et juridique complexe. Les femmes de l'Ontario auront l'occasion d'acquérir des connaissances et de renforcer leur capacité de participer plus activement à l'élaboration des mesures législatives et des réformes, ce qui leur permettra d'être plus en mesure de participer aux processus décisionnels qui les concernent.
- CFC a également financé des initiatives qui répondaient aux préoccupations des groupes cibles élargis. Ces initiatives faisaient appel à une importante participation des femmes des minorités de langue officielle. (On trouvera à l'annexe 2 une description de ces initiatives.)

2. Établissement/élargissement de partenariats

Le Plan d'action de CFC reconnaît le besoin des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire de participer pleinement et activement au vaste mouvement des femmes pour faire avancer l'égalité entre les sexes aux niveaux national et international. Dans son rôle de facilitation, CFC a fourni des mécanismes visant à créer ou à élargir des partenariats entre différents groupes de femmes. L'une des principales activités de CFC à cet égard visait à encourager les organisations anglophones à l'extérieur du Québec et les organisations francophones au Québec à mettre l'accent sur l'intégration des besoins particuliers des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans leurs initiatives. On constate maintenant certains signes d'un partenariat naissant entre les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire ainsi qu'entre les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et d'autres groupes :

- Dans la région des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest, CFC a collaboré avec la nouvelle Coalition Femmes de l'Alberta pour l'aider à déterminer les besoins des femmes francophones dans la province et renforcer le partenariat avec d'autres groupes francophones qui oeuvrent pour améliorer la situation des femmes en Alberta. Le Ministère a également facilité les rapports entre Pluri-elles (Manitoba) inc. et la Coalition femmes de l'Alberta afin

d'aider cette dernière à tirer parti de l'expérience et de l'expertise de l'organisation plus aguerrie au Manitoba. Le personnel régional de CFC a encouragé activement la collaboration entre Nouveau Départ, la Coalition des femmes de l'Alberta et Pluri-elles (Manitoba) inc.

- Dans la région du Québec et du Nunavut, CFC a mis le Committee for Anglophone Social Action (CASA) en lien avec le Lennoxville and District Women's Centre afin d'encourager le partage d'informations et la concertation quant à leurs actions au niveau du droit d'accès aux services sociaux et de santé dans leurs régions respectives. Le CASA (groupe anglophone) a obtenu une invitation pour devenir membre du Conseil d'administration de la Table de concertation des groupes des femmes de la Gaspésie (groupe francophone).
- CFC a accordé du financement à Les EssentiELLES afin de soutenir les efforts faits pour mieux représenter les préoccupations des femmes des communautés francophones en situation minoritaire qui vivent au Yukon, et plus particulièrement pour promouvoir la participation significative des femmes francophones aux processus décisionnels au sein des communautés francophones et du secteur bénévole et améliorer leur capacité en matière de communications et d'éducation du public.
- CFC a invité les organisations non gouvernementales (ONG), y compris des groupes qui représentent des communautés de minorité linguistique, à proposer des candidates pour faire partie de la délégation canadienne à la Commission de la condition de la femme, aux Nations Unies, en mars 2004. Grâce à un forum d'échange d'information par courriel, CFC a invité les ONG à suivre les préparatifs en vue de cette Commission, dans les deux langues officielles, afin de joindre les diverses communautés.

Mesure principale Deux

Favoriser une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques aux niveaux local, régional, national et international.

Pour la mise en oeuvre de cette mesure principale, CFC a eu recours à deux stratégies d'intervention :

1. faciliter des consultations soutenues;
2. appuyer l'engagement actif dans les processus d'élaboration des politiques gouvernementales.

1. Faciliter des consultations constantes

CFC fait appel au partenariat pour réunir des intervenantes clés en vue de consultations sur les enjeux qui touchent l'égalité des femmes. Les réseaux de coordonnatrices et coordonnateurs de la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* mis sur pied par Patrimoine canadien servent de tribune principale pour faciliter la création de partenariats entre les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et les ministères fédéraux. Les exemples qui suivent montrent comment CFC a contribué à intégrer au processus

consultatif les questions d'intérêt pour les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

- CFC a présenté un exposé à la réunion des coordonnatrices et coordonnateurs de la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* à Ottawa, ainsi que devant les représentantes de trois groupes de femmes francophones en situation minoritaire, sur les divers programmes et services du Ministère qui pourraient intéresser les femmes francophones et les groupes de femmes francophones en situation minoritaire.
- Dans la région de l'Atlantique, la ministre d'État (Multiculturalisme et Situation de la femme) a organisé le premier d'une série de dialogues « thématiques » sur les principales questions liées à l'égalité à Halifax. Vingt-deux (22) personnes, dont des femmes francophones en situation minoritaire du Canada atlantique, ont assisté à cette rencontre, intitulée « Dialogue de la ministre sur les mécanismes de responsabilisation et d'égalité entre les sexes ».
- Dans la région de l'Atlantique, CFC et Communication Canada ont organisé une activité d'un jour à Moncton, intitulée *Dialogue au féminin/ Dialogue with a Twist*. Cette activité a réuni des ministères et organismes fédéraux (CFC, Communication Canada, Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, Santé Canada et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) dans une initiative destinée à répondre à certains des besoins identifiés chez les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. L'activité d'une journée qui s'est déroulée à Moncton le 11 juin 2003 visait notamment à familiariser les femmes aux diverses ressources du gouvernement du Canada, à faciliter la création de réseaux entre les principales intervenantes, à sensibiliser les ministères fédéraux à la mobilisation des femmes. Environ 50 femmes francophones, anglophones et autochtones du Nouveau-Brunswick y ont assisté.
- Dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon, CFC s'est fait le champion des dossiers prioritaires des femmes francophones dans les réunions interministérielles et intergouvernementales, dont les réunions de l'Équipe rurale de la C.-B. et celles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique ainsi que dans le cadre de l'Accord de Vancouver et de l'Initiative nationale pour les sans-abri. CFC a participé, dans le cadre de la délégation du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique, au Forum interrégional 4-2-1 qui s'est déroulé à Saskatoon en 2003 (4 provinces de l'Ouest, 2 langues officielles, 1 plan stratégique). Cette séance de planification stratégique était organisée par les quatre conseils fédéraux de l'Ouest pour trouver des solutions innovatrices aux défis communs relevés dans la mise en oeuvre de la *Loi sur les langues officielles*.

2. Appuyer l'engagement actif dans les processus d'élaboration des politiques gouvernementales

Les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire ont relevé un grand besoin d'engagement plus actif dans les processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Dans la mise en oeuvre de son Plan d'action, CFC a pris des mesures stratégiques pour faciliter la participation des femmes des communautés de langue officielle en

situation minoritaire aux activités orientées vers les processus d'élaboration des politiques gouvernementales.

- En partenariat avec Développement social Canada et le Conseil canadien de développement social, CFC a commencé les préparatifs pour la tenue d'une Conférence sur les services de garde et éducatifs qui aura lieu à Winnipeg en novembre 2004. Le comité organisateur s'est déjà penché sur la façon de faire participer les communautés de minorité linguistique à cette conférence.
- Dans la région de la Colombie-Britannique et du Yukon, CFC a fait office de champion auxiliaire des langues officielles pour le Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique. De plus, le personnel de CFC a continué de siéger à la direction du comité des langues officielles de ce conseil, lequel cherche à coordonner les efforts interministériels déployés pour respecter toutes les obligations de la *Loi sur les langues officielles*.
- Au Nunavut, CFC a établi des contacts pour la mise sur pied d'un réseau d'intervenantes et intervenants clés, notamment des organisations fédérales, territoriales et non gouvernementales (p. ex. Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada) et des intervenantes et intervenants territoriaux (le ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse du Nunavut, le Conseil du statut de la femme du Nunavut (Qullit), et des organisations gouvernementales (le Conseil de développement social et l'Association des francophones du Nunavut). De plus, CFC a communiqué avec la nouvelle ministre responsable de la Condition féminine, l'honorable Levinia Brown, qui est également vice première ministre et ministre de la Santé et des Services sociaux.
- Dans la région de l'Atlantique, CFC a continué de siéger à divers comités interministériels qui offrent du soutien aux communautés francophones, en particulier les Conseils fédéraux, le comité interministériel de Patrimoine canadien sur la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* ainsi que le Partenariat rural canadien. Le 23 janvier 2004 à Bouctouche, les représentantes de CFC ont présenté un rapport à une réunion du comité interministériel et des communautés de langue officielle du Nouveau-Brunswick.

Mesure principale Trois

Encourager la participation des femmes et des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux activités de CFC qui portent sur la recherche en matière de politiques.

- CFC a continué d'offrir l'accès au Fonds de recherche en matière de politiques (FRP) en améliorant l'accessibilité de l'information sur le site Web du Ministère et en envoyant des lettres aux femmes et aux groupes qui oeuvrent pour l'égalité dans les deux langues officielles. Une recherche sur Internet effectuée par une entrepreneure de l'extérieur a révélé que, au cours de l'année écoulée, un grand nombre de rapports avaient été utilisés comme matériel de cours dans des universités à l'échelle du Canada dans les deux langues officielles. Les renvois aux publications de CFC par les magazines, la radio, les sites Web, les journaux

et les publications spécialisées sont assez équitablement répartis entre les deux communautés linguistiques.

- Le Ministère a terminé huit mises à jour de la portion du site Web portant sur le FRP, cinq publications additionnelles, un appel de propositions et un appel de candidatures pour le Comité externe du FRP. Les lignes directrices accompagnant l'appel de propositions ont été distribuées dans les deux langues officielles pour aider les organisations intéressées à rédiger des propositions susceptibles d'être retenues.
- CFC a continué de veiller à ce que toutes les intervenantes et tous les intervenants aient accès à l'ensemble des rapports de recherche stratégique financés par le FRP et a distribué ces rapports aux ministres et aux fonctionnaires fédéraux et provinciaux, aux bureaux régionaux de CFC, à d'autres personnes ciblées, aux organismes de recherche et aux groupes de femmes, notamment aux organisations de langue officielle en situation minoritaire. Les publications ont été gratuitement mises à la disposition du public et affichées sur le site Web dans les deux langues officielles; elles peuvent également être téléchargées, ce qui les rend encore plus accessibles pour les femmes et groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- CFC a utilisé sa base de données, qui comprend des groupes et des personnes de langue officielle en situation minoritaire, afin de diffuser les appels de propositions et de candidatures pour le comité externe du FRP. Pour que la représentation de la diversité soit assurée, des représentantes de groupes de langue officielle en situation minoritaire ont fait partie du Comité externe du FRP.

Mesure principale Quatre

<ul style="list-style-type: none">• Promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, Journée de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et favoriser une plus grande participation de leur part.

- Pour faciliter la commémoration événements clés (comme la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne »), CFC a envoyé divers produits de communication bilingues aux personnes et organisations figurant sur la liste d'envoi de CFC, y compris des femmes vivant dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

SECTION V. PROGRÈS ACCOMPLIS PAR CFC VERS L'ATTEINTE DES RÉSULTATS PRÉVUS

Dans la Section II, nous avons montré la nature et la portée de l'engagement pris par CFC pour remplir les obligations législatives qui lui incombent en vertu de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Dans la mise en oeuvre du Plan d'action, l'accent avait été mis sur le renforcement des capacités par la sensibilisation au moyen de la diffusion de l'information, de l'élargissement de la base de connaissances sur l'analyse comparative entre les sexes et de l'investissement dans les subventions et les contributions.

En 2003-2004, CFC a pris des mesures pour faciliter les communications et les partenariats entre les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Il en résulte des indicateurs préliminaires de progrès vers la création de nouvelles alliances stratégiques entre les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ces alliances stratégiques, qu'elles visent l'apprentissage mutuel à partir des expériences des autres ou l'avancement des dossiers communs, sont essentielles à l'élargissement du rôle joué par les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans l'avancement de l'égalité des femmes au sein de notre société. CFC continuera à miser sur les résultats préliminaires.

Dans son rôle de courtier du savoir sur l'égalité entre les sexes, CFC a facilité l'interaction et l'échange d'information entre les intervenantes et intervenants sur des questions d'intérêt pour les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. À titre de président, de membre ou de participant, CFC a tenté d'amener les enjeux des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux tables de discussion des principaux intervenants et intervenantes. Nous continuerons d'asseoir ce rôle afin de rendre les intervenantes et intervenants mieux informés et plus efficaces aux niveaux fédéral, provincial et territorial.

Outillées de connaissances de plus en plus élargies et de compétences améliorées, les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire pourront élaborer des stratégies de changement qui déboucheront sur des résultats pertinents et durables. CFC examinera également des moyens de combler certaines lacunes, notamment la représentation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire au sein de délégations et d'organismes internationaux.

Défis et possibilités

L'année 2003-2004 a marqué une nouvelle étape dans la mise en oeuvre de la *Loi sur les langues officielles* à CFC. L'adoption d'une approche misant sur les résultats nous aidera dans nos efforts pour cibler des résultats concrets et pertinents. De plus, le Plan d'action contribuera à l'adoption d'une approche plus coordonnée, puisque les directions devront montrer comment elles participent à l'atteinte de résultats communs. Cependant, cette nouvelle approche présente à la fois des défis et des possibilités.

Étant un petit organisme aux ressources limitées et aux priorités concurrentes, CFC continue de relever un défi unique dans l'exécution des obligations législatives qui lui incombent en vertu de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Par exemple, les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire ont divers besoins et priorités et font appel à différentes stratégies pour aborder les questions qui les préoccupent. Le défi pour CFC consiste non seulement à composer avec la diversité des différents groupes, mais également à réagir aux circonstances uniques en facilitant des stratégies de changement pertinentes. En misant sur son approche actuelle axée sur les résultats, CFC reconnaît les défis particuliers que comporte le renforcement des capacités, de sorte que les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire soient dotées des connaissances, des compétences et des outils nécessaires pour s'engager dans des initiatives qui déboucheront sur des changements pertinents et durables.

Il y aura des possibilités de montrer les progrès accomplis, de relever les lacunes et d'apporter des ajustements pour assurer une mise en oeuvre efficace de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Cependant, les progrès dans l'avancement de l'égalité des femmes sont une responsabilité collective qui appelle la participation d'autres intervenantes et intervenants. Il s'agit, entre autres, d'un défi unique pour CFC dans ses efforts en vue d'amener ses partenaires à collaborer à des dossiers communs. Le Ministère est encouragé par les signes préliminaires d'évolution constatés au chapitre de la capacité accrue et des nouvelles alliances. Il demeure déterminé à respecter la *Loi sur les langues officielles* et poursuivra ses efforts de mise en oeuvre de son Plan d'action en mettant l'accent sur les résultats.

Section VI. Diffusion du bilan des réalisations

Le présent bilan des réalisations sera diffusé à tout le personnel de CFC, aux principales organisations aux échelons national, régional et local, à la commissaire aux langues officielles, au Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes et au Comité sénatorial permanent des langues officielles. Il sera aussi possible de le consulter en téléchargeant le fichier à partir du site Web de CFC.

Partie II. Signatures

Valérie Lavergne Coordonnatrice nationale des langues officielles – article 41 Condition féminine Canada Téléphone : (613) 947-0932	Date
---	------

Florence Ievers Coordonnatrice Condition féminine Canada	Date
--	------

Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire
--

HEADQUARTERS / NATIONAL

**COALITION NATIONALE DES FEMMES FRANCOPHONES / NATIONAL COALITION
OF FRANCOPHONE WOMEN**

203 950 \$

"Engagées envers le développement des communautés francophones"

Cette initiative offrira de la formation et de l'encadrement aux *leaders* des femmes francophones en situation minoritaire dans sept provinces et territoires. La Coalition finalisera un argumentaire décrivant les contributions des femmes francophones en situation minoritaire et leur importance dans le développement global des communautés francophones. Une analyse cernera les effets de l'exclusion de la diversité (femmes, minorités raciales, etc.) et les mesures à prendre pour assurer que les communautés francophones en situation minoritaire intègrent la diversité. Des stratégies d'action soutenant l'engagement des groupes à l'échelle provinciale, territoriale et nationale et les *leaders* responsables de leur réalisation seront définies. Un plan d'évaluation et des indicateurs de rendement mesureront les résultats de cette initiative.

[Committed to the development of Francophone communities]

This initiative will offer training and coaching to leaders of Francophone women in minority communities in seven provinces or territories. The Coalition will finalize a rationale describing the contribution of Francophone women in minority communities and their importance to the overall development of Francophone communities. An analysis will identify the impacts of non-inclusion of diversity (women, racial minorities, etc.) and measures to be taken to ensure that Francophone minority communities integrate diversity. Action strategies supporting the commitment of groups at the provincial, territorial and national levels and the leaders responsible for their achievement will be identified. An evaluation plan and performance indicators will measure the results of this initiative.

"Vers la « mobilis-action » des femmes francophones "

La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises a identifié quatre dossiers prioritaires pour lesquels elle projette des résultats immédiats visant la compréhension et la reconnaissance des enjeux spécifiques aux femmes francophones vivant en situation minoritaire. Ce sont : 1) une action concertée avec la Concertation des groupes de femmes francophones immigrantes et des minorités visibles quant aux stratégies d'accueil favorisant l'intégration des femmes immigrantes au sein des communautés francophones en situation minoritaire; 2) une documentation des conditions de pauvreté des femmes francophones en contexte minoritaire et une formation qui mobilisera les femmes francophones au niveau pancanadien afin qu'elles sensibilisent le public et les femmes à ces conditions, qu'elles mettent en œuvre une stratégie axée sur des changements ciblant les institutions clés et les gouvernements provinciaux et territoriaux afin qu'ils s'engagent à remanier leurs politiques et leurs programmes et à travailler en partenariat pour modifier les politiques nationales ayant des effets directs sur le bien-être économique et l'autonomie socioéconomique des femmes; 3) une reconnaissance par les groupes partenaires quant à la place des aidantes naturelles dans la livraison des services de santé aux francophones en situation minoritaire; 4) des regroupements d'intervenantes et des porteuses de dossiers qui sont associés à la mise en œuvre d'un plan d'action concerté axé sur l'accessibilité des services en français en matière de violence faite aux femmes auprès des institutions clés telles les hôpitaux, les services communautaires et sociaux, les maisons d'hébergement et les services de police. Pour ce faire, l'organisation a favorisé trois stratégies, soit la politique-action, la concertation-action et la recherche-action. Un plan d'évaluation structuré et bien détaillé tant en ce qui a trait aux indicateurs qu'aux sources d'informations et aux méthodes et outils d'évaluation en relation avec les résultats escomptés fait partie intégrante de la proposition d'initiative.

[“Mobilization-action” for Francophone women]

The "Fédération nationale des femmes Canadiennes-françaises" has identified four priority areas in which it is projecting immediate results in terms of the understanding and recognition of issues specific to francophone women in minority situations. These are: 1) joint action with the *Concertation des groupes de femmes francophones immigrantes et des minorités visibles* on the reception strategies that will promote the integration of immigrant women into francophone minority communities; 2) documentation of the conditions of poverty faced by francophone women in minority situations and training to encourage francophone women across Canada to help them make the public and women aware of these conditions, and to implement a strategy aimed at change and focused on key institutions and provincial and territorial governments so they will agree to change their policies and programs and work in partnership on amending national policies with a direct impact on the economic well-being and socio-economic autonomy of women; 3) recognition by partner groups of the place of caregivers in the delivery of health care services to francophones living in minority situations; and, 4) stakeholder groups and representatives associated with the implementation of a joint action plan focused on the availability of French-language services connected to violence against women and delivered through key institutions such as hospitals, community/social services, hostels and police services. To this end, the organization is promoting three strategies: policy-action, joint-action and research-action. A structured and detailed evaluation plan with emphasis on indicators, information sources, evaluation methods and tools related to the expected results is an integral part of the proposal.

ONTARIO

ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

96 280 \$

"Connaître ses droits, une nécessité pour les femmes victimes de violence : projet d'éducation juridique populaire"

L'initiative proposée par Action ontarienne contre la violence faite aux femmes vise à outiller les femmes francophones victimes de violence afin de réduire leur impuissance à l'intérieur d'un système légal et social complexe. Leur permettre d'acquérir des connaissances qui pourraient les inciter à être plus actives dans l'élaboration de lois ou de projets de réforme et d'être mieux en mesure de participer aux décisions qui les concernent. En travaillant en concertation avec des intervenantes, des avocates, d'autres organismes juridiques et surtout en consultation avec les femmes touchées, ce groupe vise l'amélioration de la compréhension des lois et du système de justice pour les femmes victimes de violence en publiant un guide d'information sur les lois fédérales et provinciales qui les concernent; la simplification de l'accès à l'information en français au moment où les femmes font appel aux services en violence en donnant aux intervenantes un outil sûr afin d'améliorer leur capacité d'intervention auprès des femmes victimes de violence; à plus long terme, un changement d'attitude dans le système de justice envers les femmes victimes de violence par le fait qu'elles seront mieux informées. Un guide à l'intention des femmes et des intervenantes sera produit et distribué dans toute la province. Le groupe a élaboré une grille d'évaluation afin d'assurer l'atteinte des objectifs.

[Knowing their rights - A necessity for women who are victims of violence: A laypersons's legal education project]

"Action ontarienne contre la violence faite aux femmes" aims to empower francophone women who are victims of domestic violence within a complex social and legal system. Women will have the opportunity to gain knowledge and build their capacity to participate more actively in the development of legislation and reforms and will then be in a better position to participate in decision making processes that concern them. Through partnerships with counsellors lawyers and women, the group will focus on: increasing women's understanding of laws and the judicial system by publishing an information guide regarding federal and provincial laws; increasing access to information in French when women access services for violence by providing counsellors with a tool that will improve their capacity to work more effectively with these women; influencing changes in attitudes towards women victims of violence within the judicial system by increasing women; capacity to lobby on their own behalf. A guide intended for women and counsellors will be produced and distributed throughout the province. The group has developed an evaluation plan that will ensure successful results.

"Supplément – L'accessibilité aux services en matière de violence contre les femmes pour les femmes d'expression française dans la région d'Ottawa"

Le Comité réseau propose une initiative de 17 mois en 2 phases dont le but est de favoriser l'accessibilité, pour les femmes d'expression française de divers milieux de la région d'Ottawa, aux services en matière de violence contre les femmes. Dans la première phase, une recherche-action, des groupes focus et un rapport de recherche aideront à dresser un portrait de la situation, des besoins et des services offerts aux femmes victimes de violence. Une collaboration entre les services et les femmes concernées permettra la participation à l'analyse des données et à l'élaboration des solutions appropriées. La deuxième phase consistera à formuler des recommandations et à intervenir auprès des agences afin qu'elles établissent un plan d'action en vue de répondre aux besoins identifiés à la première phase. Des rencontres sont aussi prévues avec les décideuses et décideurs afin de faire un suivi sur la mise en œuvre des recommandations. Un comité encadreur composé entre autres de femmes de la communauté, d'intervenantes et de décideuses assurera le suivi de l'initiative ainsi que de son évaluation finale.

Supplément – Le Comité réseau demande un supplément de fonds afin de procéder à l'atteinte des objectifs en ajoutant des rencontres individuelles avec les intervenantes des organismes. De plus, le recrutement des femmes participantes a souligné la nécessité de modifier des groupes focus en séparant en deux groupes, les femmes ayant subi des agressions à caractère sexuelles et les femmes victimes de violence conjugale, puisque leur expérience est très différente l'une de l'autre. Elles doivent aussi modifier la formule de rencontres prévue avec les femmes immigrantes francophones en organisant des rencontres individuelles plutôt que de groupes. Finalement, elles comptent établir des liens avec les femmes autochtones francophones afin d'enclencher ce processus.

Supplément – [Access to services relating to violence against women for French-speaking women in the Ottawa area]

"Comité Réseau" is proposing a two-phase, 17-month initiative designed to promote access for the diversity of French-speaking women in the Ottawa area to services relating to violence against women. In the first phase, an action research project, focus groups and a research report will be used to prepare an overview of the needs and services offered to women who are victims of violence. Collaboration between such services and the women involved will facilitate participation in the analysis of the data and the development of appropriate solutions. The second phase consists in developing recommendations and approaching agencies to have them prepare an action plan to address the needs identified in the first phase. Sessions with decision makers are also planned in order to follow up on the implementation of the recommendations. A steering committee comprised of local women, family violence workers and decision makers, among others, will be responsible for following up on the initiative and its final evaluation.

Supplément – "Comité réseau" is seeking additional funds to achieve its objectives by adding individual meetings with stakeholders from the organizations. As well, during the recruitment of female participants, it became evident that the focus groups would have to be altered by separating the women who had been subjected to sexual assault and those who had been subjected to spousal violence, since their experiences were quite different. They also have to change the format for meetings with francophone immigrant women to individual rather than group meetings. They also expect to make connections with francophone Aboriginal women to initiate this process.

***"Femmes francophones de minorités raciales ethnoculturelles et les métiers réglementés.
Changement des facteurs d'exclusion et flexibilité dans les politiques d'embauche dans
le domaine de l'enseignement"***

Le but global de cette initiative est de faciliter l'accès des femmes francophones des minorités raciales et ethnoculturelles aux métiers réglementés dans le domaine de l'éducation. Au moyen de cette initiative, le Réseau des chercheuses africaines cherche à établir une cartographie explicite des facteurs d'exclusion en matière d'emploi dans le domaine éducatif; à définir des stratégies de changement dans les politiques d'embauche; à développer des outils d'insertion professionnelle et à sensibiliser les organisations et initiatives anglophones plus larges qui revendiquent la reconnaissance des acquis auprès de diverses institutions et associations. La stratégie comprend une analyse approfondie d'études et d'initiatives précédentes sur l'employabilité des immigrants diplômés ailleurs, des compétences de la clientèle cible par rapport à la déontologie de l'enseignement et des thèmes ressortis lors d'une série de groupes de discussion. Les résultats de l'analyse ainsi que les stratégies d'action et le modèle d'insertion professionnelle proposés seront communiqués aux organismes anglophones. Les femmes francophones des minorités raciales et ethnoculturelles sont actives dans toutes les étapes de l'initiative en tant que chercheuses, animatrices, membres du comité d'experts et du comité encadreur, participantes aux ateliers de discussion et au processus d'évaluation. Un plan d'évaluation structuré et détaillé tant en termes d'indicateurs que de sources d'informations, de méthodes et d'outils d'évaluation des résultats escomptés fait partie intégrante de l'initiative.

[Francophone women of ethnocultural racial minorities and regulated trades, seeking change in the factors of exclusion and flexibility in hiring practices of the education sector.]

The overall goal of this initiative is to facilitate access to regulated trades in the education sector for Francophone women of ethnocultural racial minorities. By means of this initiative, the "Réseau des chercheuses africaines" seeks to develop a clear picture of the factors of exclusion in terms of employment in the education sector; to identify strategies for changing hiring policies; to develop tools for professional integration, and to raise awareness among Anglophone organizations and initiatives that are working in various institutions and associations to win recognition of professional qualifications. The strategy consists of an in-depth analysis of previous studies and initiatives concerning the employability of immigrants with foreign diplomas and credentials, of the skills of the target groups in relation to rules of professional conduct in the education sector, and other subjects developed in focus groups. The results of the analysis, the action strategies and the proposed model for professional integration will be shared with interested Anglophone organizations. Francophone women of ethnocultural racial minorities will be involved in all stages of this initiative as researchers and facilitators, as members of expert committees and steering committees, and as participants in workshops and discussion groups and in the evaluation process. A well-detailed and structured evaluation plan, using a range of indicators and sources of information, and a variety of methods and tools for evaluation of expected results is an essential element of this initiative.

"Les voix des femmes vieillissantes"

Les besoins des femmes francophones vieillissantes du sud de l'Ontario ne sont pas reconnus dans leur communauté, ce qui limite leur accès et leur participation aux processus décisionnels qui ont une incidence sur leur vie. En identifiant les besoins des femmes âgées du sud de l'Ontario et en développant des plans d'action pour répondre à ces besoins, les groupes de femmes vieillissantes participant à cette initiative seront davantage en mesure de planifier et d'organiser des initiatives de développement communautaire pour sensibiliser la communauté francophone du centre-sud et du sud-ouest aux besoins particuliers des femmes âgées. En partenariat avec un comité consultatif représentant la diversité des communautés et les femmes francophones dans le Sud, le Réseau des femmes du sud de l'Ontario Sarnia-Lambton et le Réseau des femmes du sud de l'Ontario organiseront une série de rencontres à travers le centre-sud et le sud-ouest de l'Ontario. Une fois les besoins cernés, des groupes de travail seront formés pour développer un plan d'action. Les résultats de ces rencontres seront colligés dans un rapport communiqué à toutes les participantes et tous les organismes francophones dans leurs communautés respectives. Un plan d'évaluation structuré et détaillé tant en termes d'indicateurs que de sources d'informations, de méthodes et d'outils d'évaluation des résultats escomptés fait partie intégrante de l'initiative.

[The voices of older women]

The needs of older Francophone women in southern Ontario are not being recognized in their own Francophone community, thus limiting their access and participation in the decision-making processes that affect their lives. By identifying the needs of older women in southern Ontario and developing action plans to meet those needs, the participating groups of older women will be better able to plan and organize community development initiatives to make the Francophone community of south-central and southwestern Ontario aware of the special needs of older women. In partnership with an advisory committee representing the diverse communities and Francophone women in southern Ontario, the Sarnia-Lambton Southern Ontario Women's Network and the Southern Ontario Women's Network will organize a series of meeting across south-central and southwestern Ontario. Once the needs have been identified, working groups will be formed to develop an action plan. The results of these meetings will be highlighted in a report to be shared with all participants and with Francophone organizations in their respective communities. The initiative includes a structured and well-detailed evaluation plan, both in terms of indicators and sources of information, as well as methods and tools for evaluation of expected results.

YUKON

LES ESSENTIELLES

\$31,340

"Visible et audibles: participation des femmes aux paliers décisionnels" [*Visible and audible: Women's participation to decision-making levels*]

To better represent the concerns of francophone women in the Yukon and, particularly, to promote their meaningful participation in decision-making processes within the francophone and voluntary-sector communities, Les EssentiELLES will improve its capacity for communications and public education activity. By equipping itself to make better use of technology to support community action and the mobilization of francophone minority women throughout the Yukon, Les EssentiELLES will promote its members' priority issues.

The Indicators and outcomes for each objective of this initiative have been developed. They include the extent to which local English- and French-language media cover the issues and events of Les EssentiELLES, as well as levels of participation by francophone women in particular community committees and community consultations.

Visibles et audibles : participation des femmes aux paliers décisionnels

Afin de mieux représenter les préoccupations des femmes francophones du Yukon et, en particulier, de promouvoir leur participation véritable à la prise de décision au sein des collectivités francophones et du secteur bénévole, Les EssentiELLES amélioreront leur capacité en matière de communications et d'éducation du public. En se dotant des moyens nécessaires pour faire un meilleur usage de la technologie afin de soutenir l'action communautaire et la mobilisation des femmes de la minorité francophone du Yukon, Les EssentiELLES feront connaître les enjeux prioritaires de leurs membres.

Les indicateurs et les résultats liés à chacun des objectifs de cette initiative ont été élaborés. Ils comprennent la détermination de la mesure dans laquelle les médias locaux francophones et anglophones couvrent les enjeux et les événements dont s'occupent Les EssentiELLES, ainsi que le niveau de participation des femmes francophones notamment à des comités et aux consultations communautaires.

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU BRUNSWICK

COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE / COALITION FOR PAY EQUITY

120 000 \$

"Mobilisation pour une loi sur l'équité salariale au Nouveau-Brunswick – 2"

La Coalition fera progresser le dossier sur l'équité salariale en assurant le suivi sur la scène politique provinciale et en réagissant aux recommandations de la Table Ronde du gouvernement provincial sur l'écart salarial. Par ses stratégies de communication, de mobilisation et d'évaluation efficaces, le groupe consolidera sa base d'appui et intensifiera ses consultations et ses recherches avec les comités régionaux, les défenseurs, les groupes de femmes qui travaillent pour l'égalité et les partenaires des autres provinces. Les femmes occupant des postes à prédominance féminine constituent la clientèle visée par cette loi. La coalition possède un plan détaillé de ses diverses démarches d'évaluation.

[Mobilizing for Pay Equity Law in New Brunswick - 2]

The Coalition seeks to advance this issue by monitoring it at the provincial policy level and by reacting to recommendations of the provincial government's Round Table on pay inequity. Through its communication strategies, mobilization and effective evaluation efforts, the group will consolidate its support base and expand its consultation and research activities with regional committees, advocates, women's equality-seeking organizations, and partners in other provinces. Women occupying predominantly female positions are the clientele targeted by this legislation. The Coalition has a detailed plan of the various evaluation steps.

COLLECTIF DES FEMMES DU NOUVEAU-BRUNSWICK / NEW BRUNSWICK WOMEN'S COLLECTIVE (NBWC)

28 350 \$

"Intégrons la diversité"

Pour une première fois dans la région de Moncton, cette initiative va amorcer une réflexion sur les besoins particuliers et spécifiques des femmes issues des communautés ethnoculturelles francophones vivant en milieu minoritaire. Une analyse socio-économique de la situation sera faite et près d'une soixantaine de femmes immigrantes ainsi que des partenaires ciblés du secteur du travail participeront à des groupes cibles afin d'aider à trouver des solutions liées à l'équité économique. Le Collectif va donc tenter d'améliorer et d'augmenter la pleine et entière participation de ce groupe cible à la sphère socio-économique de la région. L'analyse de la situation permettra d'obtenir des résultats basés sur des indicateurs d'évaluation participative des femmes à chaque étape du processus.

[Integrating diversity]

For the first time in the Moncton region, this initiative will examine the special and specific needs of women in Francophone ethno-cultural communities living in a minority situation. A socio-economic analysis of their situation will be carried out and nearly 60 immigrant women, as well as targeted labour sector partners, will participate to help find solutions for economic equity. The Collective will seek to improve the full and unrestricted participation of this target group in regional socio-economic activities. The situational analysis will evaluate results based on indicators of participation of the women at each stage of the process.

"L'équité économique et les femmes francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques"

Le groupe représentant les secteurs communautaire, gouvernemental, universitaire et de la recherche entreprendra une démarche de mobilisation liée à l'égalité économique afin d'accroître l'efficacité des regroupements de femmes francophones évoluant en milieu minoritaire dans les quatre provinces atlantiques. Il facilitera deux grandes rencontres panatlantiques qui serviront de tremplin pour accélérer la compréhension des enjeux féminins en utilisant les lentilles féminines et l'analyse comparative pour établir le lien entre la violence faite aux femmes, la justice sociale et l'amélioration de l'équité économique. On utilisera les expertises multiples des membres du Comité consultatif, des équipes de recherche du Centre Muriel McQueen Fergusson et des alliées de la communauté atlantique. Cette démarche permettra d'avoir une compréhension supérieure de la communauté féminine acadienne et francophone pour prioriser leurs démarches communes en vue du Sommet des femmes 2004 afin de susciter un engouement directement lié à des demandes croissantes de partenariat et d'échanges entre les gouvernements, les universitaires et la communauté. On mettra l'accent sur le lien qui existe entre les différentes lentilles ainsi que sur les habiletés nécessaires pour réussir dans leurs démarches communes. Un plan d'évaluation participatif a été développé ainsi qu'une stratégie de communication et de mobilisation des groupes de femmes et leurs partenaires des autres provinces.

[Economic equity and Francophone women living in minority situations in the Atlantic provinces]

The group representing the community, research, government and academic sectors will undertake an economic equity mobilization exercise in order to enhance the effectiveness of groups representing Francophone women living in minority communities in all four Atlantic provinces. It will facilitate two major meetings for all the Atlantic provinces, designed to act as a springboard for accelerating understanding of women's issues by using feminist perspectives and gender analysis to establish links among violence against women, social justice and greater economic equity. The multifaceted expertise of the Muriel McQueen Fergusson Centre's research teams and allies in the Atlantic community will be used. This project will help to better understand the Acadian and Francophone women's community in order to prioritize their common efforts leading up to the *Sommet des femmes 2004*, thereby fostering a commitment directly related to the growing demands for partnerships and exchanges among governments, universities and the community. The focus will be on the link among the different perspectives and the skills required to succeed in their common efforts. A participatory evaluation plan and a communication and mobilization strategy for women's groups and their partners in the other provinces have been developed.

NOVA SCOTIA / NOUVELLE ÉCOSSE

ASSOCIATION DES ACADIENNES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE / NOVA SCOTIA
ACADIAN ASSOCIATION

95 000 \$

"Le Sommet des femmes 2004"

Entreprendre une analyse de la situation économique liée au travail traditionnel des femmes francophones et acadiennes des provinces atlantiques dans le but d'identifier les tendances communes liées à leur sécurité économique. Le comité aviseur atlantique et des personnes ressources ainsi que les groupes de femmes et leurs alliés utiliseront les données recueillies de l'analyse Atlantique pour accélérer leurs démarches de mobilisation et de revendication. Ces actions stratégiques choisies culmineront vers un Sommet des femmes prévu durant le congrès Mondial Acadien cédulé pour l'été 2004 en Nouvelle-Écosse. Quatre rencontres pan-atlantique sont prévues pour approfondir les enjeux d'envergure économique. Le groupe a développé un plan d'évaluation participatif, une stratégie de communication efficace et une stratégie de mobilisation à grande échelle pour les groupes de femmes et leurs partenaires.

[Women's Summit 2004]

This initiative involves an analysis of the economic situation related to traditional occupations of Francophone and Acadian women in the Atlantic provinces with the goal of identifying common trends affecting their economic security. The Atlantic advisory committee and resource persons, as well as women's groups and their partners will use the data collected through the Atlantic analysis to advance their approach to mobilization and articulation of their demands. These selected strategic actions will culminate in a Women's Summit planned during the World Acadian Congress scheduled for the summer of 2004 in Nova Scotia. Four meetings are planned to deal in depth with economic issues for the whole of the Atlantic provinces. The group has developed a participatory evaluation process, along with an effective communications strategy and a strategy for broad-based mobilization of women's groups and their partners.

MANITOBA

PLURI-ELLES (MANITOBA) INC.

\$25,000

"Forum/Concertation, Promotion et Communication"

This initiative will develop a comprehensive long-term strategy to address the needs of Franco-Manitoban women. Pluri-elles will hold a one-day forum to present the results of the province-wide consultation it conducted in several urban and rural communities. Women at the forum will identify priorities for action, which Pluri-elles will forward to stakeholders for implementation.

The group hopes to bring greater cohesiveness to the network of social services, health and other providers of services to francophone women living in Manitoba. The strategy includes the development of briefs and position papers to be presented to local and provincial governments to address some of the systemic issues identified during the recent consultation in 30 rural and 2 urban areas of Manitoba.

[Forum-Concertation, Promotion et Communication]

L'initiative vise l'élaboration d'une stratégie complète à long terme afin de répondre aux besoins des Franco-Manitobaines. Pluri-elles organisera un forum d'une journée, à l'occasion duquel il présentera les résultats de ses consultations dans différentes collectivités rurales et urbaines de la province. Les participantes établiront les besoins prioritaires, que Pluri-elles communiquera aux parties intéressées pour qu'elles puissent y répondre.

L'objectif du groupe est de promouvoir la cohésion à l'intérieur du réseau de services, incluant les services sociaux, les services de santé et les autres services dispensés aux Franco-Manitobaines. Sa stratégie prévoit entre autres la rédaction de mémoires et d'énoncés de principes à l'intention des autorités locales et du gouvernement provincial, où il traitera de problèmes systémiques relevés durant ses consultations dans 30 collectivités rurales et deux villes du Manitoba.

QUEBEC / QUÉBEC

COMMITTEE FOR ANGLOPHONE SOCIAL ACTION INC.

23 854 \$

"Initiative de mobilisation des Gaspésiennes anglophones pour l'obtention de services de santé et de services sociaux"

Ce comité travaillera pour l'amélioration de l'accès des femmes anglophones de l'ensemble de la Gaspésie aux services de santé et aux services sociaux. Le comité consultera les femmes anglophones en organisant des groupes de réflexion dans sept collectivités et le rapport qui résultera de ces consultations servira de base à la mobilisation et au changement. L'initiative a pour but de mieux faire connaître aux fournisseurs de services les besoins des femmes anglophones en matière de santé et de services sociaux, d'élaborer une stratégie de mobilisation de cette collectivité en Gaspésie et de fournir des renseignements détaillés sur les services sociaux et les services de santé qui existent déjà pour les femmes – particulièrement ceux qui sont offerts en anglais. Les résultats suivants sont attendus :

- consultation et mobilisation d'au moins 200 femmes anglophones;
- le comité sera mieux en mesure de répondre aux besoins des femmes de langue anglaise;
- les femmes qui participeront à la journée de la santé des femmes parleront aux fournisseurs de service et feront valoir leurs droits;
- la liste des services disponibles en anglais sera rendue disponible aux femmes;
- les fournisseurs de service seront sensibilisés aux besoins particuliers des femmes anglophones en Gaspésie.

Tout au long de l'initiative, un comité évaluera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats attendus.

[Gaspesian English-Speaking Women's Mobilization Initiative for Health and Social Services]

The Committee for Anglophone Social Action Inc. will promote improved access to health and social services for English-speaking women throughout the Gaspé Peninsula. The Committee will consult English-speaking women through focus groups in seven communities, and the resulting report will serve as the basis for mobilization and change. The initiative is intended to increase service-providers' knowledge of English-speaking women's needs regarding health and social services, to develop a strategy to mobilize in the Gaspésie, and to provide in-depth knowledge of existing health and social services for women —specifically those offered in the English language. The expected results are these:

- A minimum of 200 English-speaking women will be consulted and engaged.
- The Committee for Anglophone Social Action Inc. will be better able to meet English-speaking women's needs.
- Women participating in Women's Health Day will speak with service providers and promote their rights.
- The list of services available to English-speaking women will be made available to women.
- Service providers will be aware of the specific needs of English-speaking women in the Gaspésie.

Throughout the initiative, a committee will evaluate progress toward these intended results.

INITSIK WOMEN'S CENTRE

115 825 \$

"Refuges pour femmes de Nunavik : améliorer la qualité des services"

Le centre améliorera la capacité de trois refuges pour femmes de Nunavik de répondre aux besoins des femmes victimes de violence et de leurs enfants dans les 14 collectivités de Nunavik. Dans le cadre de partenariats avec des centres de ressources locaux et régionaux, le centre évaluera les approches, les ressources, les défis et les pratiques exemplaires de chaque refuge; définira des normes pour un refuge idéal à Nunavik, et examinera les étapes à suivre pour atteindre ces normes; élaborera un plan d'action pour promouvoir et régionaliser les services et établira les protocoles et les ententes appropriés avec les services sociaux, les services de protection de la jeunesse, les services de police régionaux de Kativik, le système de justice et le conseil scolaire. Pour atteindre ces objectifs, chaque directrice ou directeur de refuge, avec l'aide d'une personne-ressource, se rendra dans les différents refuges pour femmes afin d'étudier leur mode de fonctionnement et de décider de plans d'action.

Des indicateurs ont été choisis pour mesurer les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats attendus.

[Nunavik Women's Shelters: Improving the Quality of Services]

The Initsiak Women's Centre will enhance the capacity of the three Nunavik women's shelters to meet the needs of abused women and their children, in the 14 communities of Nunavik. In partnership with local and regional resources, the Centre will assess the approaches, resources, challenges and best practices in each shelter; define standards of an ideal shelter in Nunavik and consider steps to meeting these standards; develop an action plan to promote and regionalize the services; and establish appropriate protocols and agreements with social services, youth protection, Kativik regional police forces, the justice system, and the school board. To achieve these objectives, the directors of each shelter, with the help of a resource person, will travel to each women's shelter to study how the shelter works, share knowledge, and decide on plans of action.

Indicators have been chosen to measure the progress in achieving these intended results.

TOTAL :

1 074 307 \$

Initiatives nécessitant une participation importante de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire

HEADQUARTERS / NATIONAL

THE ABORIGINAL WOMEN WORKING GROUP / GROUPE DE TRAVAIL SUR LES FEMMES AUTOCHTONES

\$250,000

“National Strategic Plan to Address Violence Against Aboriginal Women”

The National Aboriginal Working Group Against Family Violence will develop terms of reference to guide its collective work as well as the individual contributions of each organization represented in the group. It will also list, assess and summarize research documents and tools currently used by First Nations, Métis or Inuit women shelters and other organizations working to solve violence against women.

The Working Group will then develop its Aboriginal Women’s Strategic Action Plan, and engage a wide cross-section of Aboriginal women’s organizations to support its implementation. Research summaries, tool assessment results, best practices and lessons learned will be shared with stakeholders.

With the assistance of an evaluation consultant, the Working Group will develop an evaluation framework and evaluate this initiative.

[Plan stratégique national de lutte contre la violence faite aux femmes autochtones]

Le groupe de travail national des Autochtones contre la violence familiale élaborera le cadre de référence pour diriger son travail collectif ainsi que les contributions individuelles des organisations participantes. Ses activités incluront l’établissement d’une liste et l’évaluation des documents de recherche et des outils ainsi que le résumé des documents de recherche présentement utilisés par les refuges pour femmes des Premières nations, métisses ou inuits, et d’autres organisations, au regard de la violence faite aux femmes.

Le groupe de travail élaborera ensuite son plan d’action stratégique pour les femmes autochtones et mobilisera un large éventail d’organisations représentant les femmes autochtones à l’appui de sa mise en oeuvre. Les résumés de recherche, les résultats de l’évaluation des outils, des pratiques exemplaires et les leçons apprises seront communiqués aux intervenantes et aux intervenants.

Avec l’aide d’une conseillère ou d’un conseiller en évaluation, le groupe de travail élaborera un cadre d’évaluation et évaluera cette initiative.

“Supplement – Gender Analysis in Community-Based Poverty Reduction”

This initiative will support communities participating in the Vibrant Communities initiative. Vibrant Communities, a Sector Involvement in Departmental Policy Development project, is funded by the Voluntary Sector Initiative, which involves local community members in developing sustainable measures to reduce poverty for themselves and their communities. Four to six participating communities will deepen their understanding of the gender dimensions of poverty and will identify measures to address them. Resources will be developed to help communities undertake a gender-based analysis of poverty and poverty reduction. Each community will examine the circumstances facing a subgroup of women (youth, seniors, visible minorities, new Canadians, Aboriginal women or women with disabilities), and will identify appropriate community policy responses. Local groups will use the resulting tools, resource materials and processes to support their efforts in community sites.

A final report on gender outcomes, learning and policy recommendations, as well as a revised gender-based analysis toolkit for communities, will be prepared. Results will be fed into the policy dialogue component of the Vibrant Communities initiative, which is now underway with departments of the federal government.

The usefulness of the tools to women and local communities, as well as input to the policy dialogue, will be evaluated.

Supplement – The Institute will translate community tools and reports documenting the process, challenges and solutions so that communities of both official languages throughout Canada can learn from this experience and have access to tested tools. The reports and tools will provide examples to address gender, other barriers, and the feminization of poverty.

[Supplément - L'analyse comparative entre les sexes dans les initiatives communautaires de lutte contre la pauvreté]

Cette initiative appuiera les collectivités qui participent à Collectivités dynamiques, projet qui s'inscrit dans le programme Participation du secteur à l'élaboration des politiques ministérielles, financé par l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire. Dans le cadre de ce projet, des membres de la collectivité locale participent, pour leur propre compte et celui de leur collectivité, à l'élaboration de mesures durables de lutte contre la pauvreté.

Entre quatre et six collectivités participantes amélioreront leur compréhension des aspects de la pauvreté propres à chacun des sexes et préciseront les mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté. On élaborera des outils visant à aider les collectivités à effectuer une analyse comparative entre les sexes de la pauvreté et de la lutte contre la pauvreté. Chaque collectivité examinera la situation particulière d'un sous-groupe de femmes (jeunes, âgées, membres d'une minorité visible, néo-canadiennes, Autochtones ou handicapées) et déterminera les réponses stratégiques qui conviennent. Des groupes locaux utiliseront les outils, la documentation et les processus qui en résulteront pour appuyer leurs efforts au sein de la collectivité.

Un rapport final sur les résultats selon le sexe, l'apprentissage et les recommandations de principe ainsi qu'une trousse révisée d'analyse comparative entre les sexes seront produits à l'intention des collectivités. Les résultats seront incorporés à la composante débat public de l'initiative Collectivités dynamiques, qui se poursuit actuellement avec des ministères fédéraux.

L'utilité des outils pour les femmes et les collectivités locales ainsi que l'apport de l'initiative au débat public seront évalués.

Supplément – L'Institut traduira les outils communautaires et présentera des rapports documentant le processus, les défis et les solutions de façon à ce que partout au Canada les collectivités des deux langues officielles puissent tirer profit de cette expérience et aient accès aux outils mis à l'essai. Les rapports et les outils fourniront des exemples de méthodes utilisées pour éliminer notamment les obstacles liés au sexe et lutter contre la féminisation de la pauvreté.

“Supplement – Three-Year Strategic Plan: Year One - Capacity-Building and Public Awareness”

The Canadian Council of Muslim Women will address issues of social justice through implementation of a three-year strategic plan to increase the integration and participation of Muslim women in mainstream society. Year One focuses on (1) capacity-building within the organization to improve effectiveness at national and local levels in addressing issues and (2) more accurate media representation of Canadian Muslim women in order to raise awareness of their situation among the Muslim community and mainstream society. Outcomes will be first that more Canadian Muslim women will be capable of initiating and responding to action on issues affecting them, and secondly that better informed media and public will help combat stereotypes of Canadian Muslim women and increase understanding of their real situation. The initiative will engage Muslim women within and outside the organization using national and local meetings and workshops, tool development, and partnerships - with the Federation of Canadian Municipalities, Council of Agencies Serving South-East Asians, McGill University’s Institute of Islamic Studies, and the Council of American Islamic Relations-Canada. Evaluation will be conducted through questionnaires, and member participation. The initiative follows upon the production last year of a strategic action plan for the Council based on intensive consultation with the membership and on input from other Muslim and non-Muslim organizations.

Supplement – The Canadian Council of Muslim Women will address the proposed implementation of Sharia law in Canada, and will present information on its potential impact on Muslim women and on the administration of justice. The Council will also conduct discussions regarding their concerns about the implementation of Sharia law with Justice Canada and the Attorney-General of Ontario. These discussions will involve other women’s organizations, such as the National Association of Women and the Law.

[Supplément – Plan stratégique triennal : An un – renforcement des capacités et sensibilisation du public]

Le Conseil canadien des femmes musulmanes abordera les enjeux liés à la justice sociale au moyen d’un plan stratégique triennal visant à accroître l’intégration et la participation des femmes musulmanes à la société ordinaire. Les activités de cette première année seront axées 1) sur le renforcement des capacités de l’organisation, afin d’en accroître l’efficacité en ce qui concerne l’examen des enjeux à l’échelle nationale et locale, et 2) sur une représentation plus exacte des musulmanes canadiennes dans les médias, afin de faire connaître leur situation à la communauté musulmane et à la société canadienne en général. On s’attend d’abord à ce qu’un plus grand nombre de musulmanes canadiennes soient capables de prendre des initiatives et de réagir aux mesures prises à l’égard des enjeux qui les concernent, puis à ce que les médias et le public, qui seront mieux informés, aideront à mettre fin aux stéréotypes concernant les musulmanes canadiennes et favoriseront une meilleure compréhension de leur situation. Cette initiative mobilisera des musulmanes, membres ou non du Conseil, par différents moyens : tenue de rencontres et d’ateliers nationaux et locaux, élaboration d’outils et formation de partenariats (avec la Fédération canadienne des municipalités, le Council of Agencies Serving South-East Asians, l’Institut des études islamiques de l’Université McGill et le Council of American-Islamic Relations - Canada). L’évaluation se fera à l’aide de questionnaires et avec la participation des membres. L’initiative donne suite à la production, l’année dernière, d’un plan d’action stratégique fondé sur une consultation intensive effectuée auprès des membres et sur l’apport d’autres organisations musulmanes et non musulmanes.

Supplément – Le Conseil canadien des femmes musulmanes se penchera sur la proposition d’application de la charia au Canada et présentera de l’information sur les répercussions possibles pour les femmes musulmanes et l’administration de la justice. Le Conseil discutera également de ses préoccupations concernant l’application de la charia avec Justice Canada et le Procureur général de l’Ontario. D’autres groupes de femmes, dont l’Association nationale de la femme et du droit, participeront à ces discussions.

“Linking Research, Action and Social Change Within an Integrated Feminist Analysis”

By increasing understanding of women’s equality issues from an integrated feminist perspective, this initiative will encourage and facilitate women’s organizations and other social justice groups to take action in the public policy process.

The Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAOW) will initiate research and support the policy development, public education and mobilization work of its partners: women’s groups and individuals, social justice organizations, policy makers in the governmental and non-governmental sectors, unions and researchers. Building on the current environment for research on women’s equality issues, CRIAOW will develop a five-year strategic plan that addresses the women’s equality issues (and makes use of the advances) that emerge from its recent work and partnerships with other women’s equality stakeholders in Canada.

[Une analyse féministe intégrant recherche, action et changement social]

L’initiative vise à encourager et à faciliter la participation des groupes de femmes et des organismes oeuvrant pour la justice sociale à l’élaboration des politiques publiques en améliorant, par une perspective féministe intégrée, la compréhension des enjeux liés à l’égalité des sexes.

L’Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF) entreprendra des recherches et appuiera les activités de ses partenaires – groupes de femmes, personnes, organismes voués à la promotion de la justice sociale, décisionnaires de l’État et du secteur non gouvernemental, syndicats, chercheuses et chercheurs – dans le domaine de l’élaboration des politiques, de l’éducation du public et de la mobilisation. L’ICREF formulera un plan stratégique échelonné sur cinq ans qui incorporera les enjeux liés à l’égalité (et mettra à profit les progrès) mis au jour par ses plus récents travaux et partenariats avec d’autres organismes du milieu au Canada, en s’appuyant sur les efforts de recherche en cours dans le domaine de l’égalité des sexes.

“Building Women’s Community Economic Development Capacity in Canada: A Demonstration Project”

Women’s community economic development organizations across Canada will design a national strategic action plan to increase their members’ capacity to participate in policy development using gender-based analysis. This initiative will strengthen the capacity of women’s community economic social enterprises to create other community enterprises, to share lessons, and build on each other’s experiences. It will also enable these women to develop partnerships and strategies to ensure that women access Industry Canada programs and financial supports aimed at community enterprises. Women involved in this network will develop a strategic plan and identify partners and funders to support further developments.

The Council has developed a comprehensive evaluation plan that will assist in measuring the results of the initiative.

[Accroître la capacité de développement économique communautaire des femmes au Canada : un projet de démonstration]

Des organismes s’intéressant au développement économique communautaire des Canadiennes élaboreront un plan d’action national stratégique visant à accroître la capacité de leurs membres de participer à l’élaboration de politiques en utilisant l’analyse comparative entre les sexes. Cette initiative consolidera la capacité des entreprises communautaires économiques et sociales des femmes de créer d’autres entreprises communautaires, de mettre en commun les leçons apprises et de miser sur leurs expériences respectives. Elle permettra également aux femmes concernées de créer des partenariats et des stratégies afin de veiller à ce que les femmes aient accès aux programmes et au soutien financier qu’Industrie Canada destine aux entreprises communautaires. Les femmes faisant partie de ce réseau élaboreront un plan stratégique et trouveront des partenaires et des sources de financement qui leur permettront de développer davantage leur entreprise.

Le Conseil a élaboré un plan global pour l’évaluation des résultats de cette initiative.

“Rainbow Visions: A Pan-Canadian Conference”

At the Rainbow Visions Conference, in Montreal in May 2003, 500 members and allies of the Canadian lesbian, gay, bisexual, two-spirited, transgendered, transsexual and intersex communities will

- explore substantive equality and human rights issues;
- enhance understanding of key issues;
- identify community priorities;
- develop mechanisms and networks to advance these priorities; and
- provide input to the direction of their shared movement for equality.

The conference will examine issues through intersections of diversity (class, race, ethnicity, gender, gender identity, ability, income level, age, language, etc.) and will inform gays and lesbians about gendered differences on issues that affect their communities. Conference themes include

- same-sex domestic violence;
- alternative reproduction technologies;
- censorship and pornography;
- parenting and children;
- the unique health needs of lesbian and bisexual women; and
- custody and adoption.

This initiative will enable the participation of lesbian, transgendered, bisexual and two-spirited women who would not otherwise be able to attend. The conference will also be a rallying, information and experiential point in the process of preparing for a pan-Canadian lesbian conference in 2005.

[Au-delà de l'arc-en-ciel : conférence pancanadienne]

La conférence « Au-delà de l'arc-en-ciel » se tiendra à Montréal en mai 2003. Y sont attendus quelque 500 membres et partenaires de la collectivité canadienne des personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, bispirituelles, transgenderistes, transsexuelles et intersexuées du Canada. Les objectifs de la conférence :

- explorer divers enjeux se rapportant à l'égalité matérielle et aux droits de la personne;
- approfondir la compréhension des enjeux clés;
- fixer les priorités de la collectivité;
- concevoir des mécanismes et mettre en place des réseaux pour faire avancer les priorités;
- contribuer à diriger l'élan commun de cette collectivité pour l'égalité.

Les participantes et participants examineront les enjeux qui touchent leur collectivité aux intersections de la diversité (classe, race, ethnicité, sexe, identité sexuelle, déficience, revenu, âge, langue, etc.) et se sensibiliseront aux différences qui existent, pour chacun de ces enjeux, entre les femmes et les hommes. Parmi les thèmes qui seront abordés, mentionnons :

- la violence au sein des couples de même sexe;
- les techniques de reproduction assistée;
- la censure et la pornographie;
- le parentage et les enfants;
- les besoins particuliers des lesbiennes et des bissexuelles en matière de santé;
- la garde juridique et l'adoption

Le financement permettra la participation de lesbiennes, bissexuelles, bispirituelles et femmes transgenderistes qui seraient autrement incapables d'assister à la conférence. La conférence se veut aussi un point de ralliement, d'information et de connaissances acquises par l'expérience en vue de la tenue d'une conférence pancanadienne des lesbiennes en 2005

“Benefiting Women? Women’s Labour Rights”

Inanna Publications and Education Inc. will publish action research documenting the impact of non-standard work arrangements and unpaid women’s work on benefits, pay equity and women’s poverty.

Women’s community representatives will work with researchers and research institutions to prepare the analysis, define community strategies, and take follow-up action to advance this women’s equality issue and related government policies. The resulting educational tool will support women’s mobilization and their work with unions and anti-poverty organizations that aim to understand systemic barriers and their impact on women’s poverty. A steering group will decide on priorities for changes and strategies to engage women and other equality-seeking partners in policy development process to increase women’s access to benefits. Inanna will produce a national strategic work plan and implementation strategies that involve community organizations focusing on non-standard/unpaid women’s work.

A comprehensive evaluation plan, with indicators to measure results, is incorporated in this initiative.

[Des avantages pour les femmes? Les droits des femmes en matière de travail]

Inanna Publications and Education Inc. publiera une recherche-action documentant l’incidence des conditions de travail atypiques et du travail non rémunéré des femmes sur les avantages sociaux, l’équité salariale et la pauvreté des femmes.

Des représentantes des femmes travailleront avec des chercheuses et des chercheurs ainsi qu’avec des établissements de recherche afin de préparer l’analyse nécessaire, de définir des stratégies communautaires et de prendre les mesures de suivi requises pour faire avancer ce dossier lié à l’égalité des femmes ainsi que les politiques gouvernementales connexes. L’outil éducatif qui en résultera appuiera les efforts de mobilisation des femmes et le travail qu’elles font avec les syndicats et les organisations anti-pauvreté afin de comprendre les obstacles systémiques et leurs répercussions sur la pauvreté des femmes. Un groupe directeur établira des priorités dans la perspective du changement ainsi que des stratégies pour faire participer les femmes et d’autres partenaires oeuvrant pour l’égalité au processus d’élaboration des politiques afin d’accroître l’accès des femmes aux avantages sociaux. Inanna élaborera un plan de travail stratégique national ainsi que des stratégies de mise en oeuvre faisant appel aux organismes communautaires qui s’intéressent au travail atypique et au travail non rémunéré des femmes.

Un plan d’évaluation global comprenant des indicateurs permettant de mesurer les résultats est intégré à cette initiative.

“Equality Law Reform 2003: In Pursuit of Women’s Safety, Security and Cultural and Political Rights”

To advance women’s equality in law policy, programming and practice, the National Association of Women and the Law will:

- identify areas of law reform that have a significant impact on women (taking into account different effects on different communities of women);
- conduct feminist legal research in areas where law is likely to be enacted to solve a problem;
- educate women, politicians, public servants, the media and the general public on laws and their effects on various communities of women;
- strengthen the association’s policy capacity and support the policy capacity of the women’s community in targeted areas of law reform;
- foster feminist participation in public policy formulation; and
- produce a five-year strategic plan to improve the association’s efficacy in advancing women’s equality through law reform.

The association use the following strategies to accomplish these goals: legal analysis, feminist research in priority areas of law reform, public education on law reform issues, advocacy to advance egalitarian law reform, and policy capacity building within the association and the women’s movement.

Priorities to be addressed include defence of provocation, the *Canadian Human Rights Act*, a human rights review of the conditions of federally sentenced women, women’s socio-economic rights, the federal budget, pay equity, the American Human Rights Convention, lesbian rights, transgender and women’s substantive equality, immigration, and systemic issues linked with women’s public policy participation. The group will also lead a national coalition of women’s groups working to ensure women’s involvement in the final stage of the *Divorce Act* reform process.

The association will use a variety of methods to evaluate the various components of the initiative.

[La réforme de 2003 du droit en matière d'égalité : À la recherche du droit à la sécurité et des droits culturels et politiques des femmes]

Afin de promouvoir l'égalité des femmes dans les politiques, les programmes et les pratiques en matière de droit, l'Association nationale de la femme et du droit :

- cerner des domaines visés par la réforme du droit qui ont d'importantes répercussions sur les femmes (ce faisant, elle tiendra compte des conséquences particulières des lois sur les différentes collectivités de femmes);
- effectuera de la recherche juridique féministe dans les domaines où l'on est susceptible de recourir à la loi pour résoudre un problème;
- éduquera les femmes, les politiciennes et les politiciens, les fonctionnaires, les médias et le grand public au sujet des lois et de leurs répercussions sur les différentes collectivités de femmes;
- renforcera la capacité stratégique de l'association et soutiendra la capacité stratégique de la communauté des femmes dans certains domaines visés par la réforme du droit;
- encouragera la participation féministe à l'élaboration des politiques gouvernementales;
- élaborera un plan stratégique régional pour améliorer l'efficacité de l'association dans la promotion de l'égalité des femmes au moyen de la réforme du droit.

L'Association a recours aux stratégies suivantes pour atteindre les buts énumérés ci-dessus : l'analyse juridique, la recherche féministe dans les domaines prioritaires visés par la réforme du droit, l'éducation du public au sujet des enjeux de la réforme du droit, l'action sociale pour promouvoir une réforme égalitaire du droit et la création d'une capacité stratégique au sein de l'Association et du mouvement des femmes.

Au nombre des priorités dont l'Association devra s'occuper, il faut mentionner le moyen de défense fondé sur la provocation, la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, un examen, du point de vue des droits de la personne, des conditions de vie des femmes condamnées à une peine fédérale, les droits socioéconomiques des femmes, le budget fédéral, l'équité salariale, la Convention américaine relative aux droits de la personne, les droits des lesbiennes, l'égalité véritable des femmes et celle des transgenderistes, l'immigration et les enjeux systémiques liés à la participation des femmes à la politique publique. En outre, le groupe dirigera une coalition nationale de groupes des femmes qui s'efforce d'assurer la participation des femmes à la dernière étape du processus de réforme de la *Loi sur le divorce*.

L'Association aura recours à diverses méthodes pour évaluer les différentes composantes de l'initiative.

“It’s Still Time For Change: Planning For Implementation of the World March For Women Canadian Demands”

The National Association of Women and the Law will develop a strategic plan for the implementation of the 68 Women March demands, which are articulated in *It’s Time for Change: 68 Demands to the Federal Government To End Poverty and Violence against Women* (the Canadian Women March Committee produced this booklet and presented it to the federal government in March 2000). The association will bring together the 24 members of the Canadian Women’s March Committee to formulate this work plan and to decide who implement the plan.

This coalition will then meet, aided by resources to support the attendance and participation of one representative from each member group. Most of the meeting will be taken up with drafting of the strategic plan. This work will include an environmental scan and evaluation of the government’s agenda, particularly regarding social challenges in order to break the cycle of poverty and dependency that affects many Canadians. Because one of its long-term objectives is policy development, the coalition will identify three areas in which it will propose to initiate a policy dialogue with federal departments. The objective is to obtain policy changes that address and promote gender equality.

This initiative’s main product will be a strategic work plan that offers a blueprint for the systematic pursuit of Canadian women’s demands of the World March of Women. The plan will also indicate how local, regional and national women’s organizations will be involved in the strategic plan and commit to its implementation.

[Il n’est pas trop tard pour changer : préparer la mise en oeuvre des demandes présentées par les Canadiennes lors de la Marche mondiale]

L’Association nationale de la femme et du droit élaborera un plan stratégique en vue de la mise en oeuvre des 68 demandes présentées lors de la Marche mondiale des femmes, lesquelles sont énoncées dans *It’s Time for change: 68 Demands to the Federal Government To End Poverty and Violence against Women* (le Comité canadien de la Marche des femmes a produit cette brochure et l’a présentée au gouvernement fédéral en mars 2000). L’Association réunira les 24 membres du Comité pour élaborer ce plan de travail et déterminer qui le mettra à exécution.

Cette coalition se réunira ensuite avec l’aide de ressources qui faciliteront la présence et la participation d’une représentante de chaque groupe membre. La majeure partie de la réunion sera consacrée à l’élaboration du plan stratégique. Ce travail comprendra une analyse du contexte et une évaluation du programme du gouvernement, particulièrement en ce qui concerne les défis sociaux, visant à mettre fin au cycle de la pauvreté et de la dépendance qui touche un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens. Étant donné que l’un de ses objectifs à long terme consiste dans l’élaboration de politiques, la coalition déterminera trois domaines dans lesquels elle proposera d’entreprendre avec le gouvernement fédéral un dialogue sur les politiques. Ce dialogue aura pour objectif de faire modifier les politiques afin de promouvoir l’égalité entre les sexes.

Le principal produit de cette initiative sera un plan de travail stratégique qui servira de plan directeur pour la réitération systématique des demandes des Canadiennes présentées lors de la Marche mondiale des femmes. À l’aide du plan stratégique, on indiquera aussi la façon dont les groupes de femmes locaux, régionaux et nationaux participeront au plan et s’engageront à le mettre à exécution.

“Supplement - Transforming Spaces: Girlhood, Agency and Power”

This initiative will enhance the effectiveness and capacity of actions taken by young women for young women, advance the understanding of young women’s equality issues, and create and strengthen collaboration across sectors that address priority issues for and by young women. Girls and young women will develop action plans and recommendations for change on matters that are relevant to them.

Goals to be addressed include

- elimination of discriminatory barriers experienced by a diversity of young women;
- prevention of violence; and
- increase in community commitment to achieving social justice.

The initiative includes promotion and outreach, an action strategy meeting, a working symposium, and a follow-up plan. Through its wide network of community-based and national organizations, Power Camp National will bring together a diversity of girls, young women and community workers from across Canada for the working symposium. There, an action strategy meeting of grassroots organizations will produce recommendations. To ensure that the recommendations are grounded in research and existing policies, academics, industry representatives and government policy makers will also participate. The organization will disseminate the recommendations to symposium participants, and will support their implementation.

An advisory council of young women and community workers will ensure that young women are involved in all aspects of this initiative.

Supplement: A larger-than-expected number of youth facing multiple barriers (women of colour, First Nations, francophones, and youths with disability) will be able to attend the symposium. Power Camp National will

- increase Powercamp and targeted youth participants’ understanding of issues these youth face, and of the intersection of violence, race and poverty;
- produce strategies for young women’s action on gender equality that address the issues they face and include input from young women facing multiple barriers; and
- provide a support framework to community working groups to ensure they have the capacity to act on these strategies.

The supplement will support the preparation of these target groups through identification of their needs and challenges, sharing of what has and is being done to meet these, and identification of additions to the conference program that would respond to priorities for these youth not covered by the current program. The supplement will pay for the participation of young women facing multiple barriers, as well as for the work of resource youth who will organize and prepare targeted youth and will develop symposium presentations to address their needs.

[Supplément – Transformer les espaces : Être fille, autonomisation et pouvoir]

Cette initiative permettra d'accroître l'efficacité et la portée des mesures prises par les jeunes femmes pour les jeunes femmes, de faire mieux comprendre les enjeux des jeunes femmes en matière d'égalité et d'établir ou de renforcer la collaboration entre les secteurs dans lesquels les jeunes femmes s'occupent elles-mêmes de leurs enjeux prioritaires. Les filles et les jeunes femmes élaboreront des plans d'action et des recommandations pour l'adoption de changements concernant des questions pertinentes pour elles.

Les buts visés sont les suivants :

- élimination des obstacles discriminatoires à l'égard de diverses jeunes femmes;
- prévention de la violence;
- accroissement de l'engagement de la collectivité pour la réalisation de la justice sociale.

L'initiative comprend des opérations de promotion et de sensibilisation, une réunion concernant les stratégies d'action, un symposium de travail et un plan de suivi. Grâce à son vaste réseau d'organisations communautaires et nationales, l'organisation « Filles d'action » rassemblera diverses filles, jeunes femmes et travailleuses communautaires venant de toutes les régions du Canada dans le cadre du symposium de travail. Au cours de ce symposium, les organisations communautaires tiendront une réunion portant sur les stratégies d'action et formuleront des recommandations. Pour s'assurer que les recommandations soient fondées sur la recherche et les politiques existantes, on fera appel à la participation d'universitaires, de représentantes du secteur d'activité et de personnes chargées de l'élaboration des politiques. L'organisation fera connaître les recommandations aux personnes qui auront participé au symposium et en soutiendra la mise en oeuvre.

Un conseil consultatif composé de jeunes femmes et de travailleuses communautaires s'assurera que des jeunes femmes participent à tous les aspects de cette initiative.

Supplément - Un nombre plus grand que prévu de jeunes femmes confrontées à des obstacles multiples (femmes de couleur, femmes des Premières nations, femmes francophones et jeunes femmes handicapées) pourront assister au symposium. Filles d'action :

- fera en sorte que ses membres et les jeunes participantes ciblées comprennent mieux les enjeux auxquels ces dernières sont confrontées ainsi que l'intersection de la violence, de la race et de la pauvreté;
- produira, à l'intention des jeunes femmes, des stratégies d'action en matière d'égalité des sexes qui porteront sur les enjeux auxquels elles sont confrontées et tiendront compte des commentaires des jeunes femmes qui se heurtent à des obstacles multiples;
- fournira un cadre de soutien aux groupes de travail communautaires pour s'assurer qu'ils ont la capacité de mettre en oeuvre ces stratégies.

Le supplément facilitera la préparation de ces groupes cibles grâce à l'établissement de leurs besoins et de leurs défis, au partage de renseignements sur ce qui a été fait et sur ce qui se fait pour répondre à ces besoins et pour relever ces défis, et à la détermination d'ajouts au programme du congrès reflétant les priorités de ces jeunes femmes qui ne sont pas comprises dans le programme actuel. Le supplément permettra de payer la participation de jeunes femmes confrontées à des obstacles multiples, ainsi que le travail des jeunes femmes ressources qui organiseront et prépareront les jeunes femmes ciblées et qui élaboreront des exposés à présenter dans le cadre du symposium afin de répondre à leurs besoins.

MANITOBA

RAT RIVER HEALTH COUNCIL

\$55,000

“Healthy Women/Healthy Communities: Toward Women’s Autonomy”

The Rat River Health Council will establish four English and one French Women’s Councils in the South Eastman Health Region. This initiative will strengthen women’s capacity to develop autonomous councils through which they can develop sustainable strategies, together with women in their communities, to address identified issues. The initiative builds on work done by a consortium of stakeholders from the health, education, recreation, and economic development sectors, which brought to light how women from the region are disproportionately affected by poverty, violence, and poor mental and physical health.

A formal formative and summative evaluation of the initiative will be conducted.

[Femmes en santé / collectivités en santé : vers l’autonomie des femmes]

Le Rat River Health Council mettra sur pied quatre conseils de femmes anglophones et un de femmes francophones dans la région sanitaire de South Eastman. Cette initiative renforcera la capacité des femmes d’établir des conseils autonomes grâce auxquels elles pourront élaborer des stratégies durables, de concert avec d’autres femmes de leur collectivité, afin de régler des questions ciblées. L’initiative mise sur le travail effectué par un consortium d’intervenantes et d’intervenants des secteurs de la santé, de l’éducation, des loisirs et du développement économique, lequel a révélé la forte proportion des femmes de la région qui sont touchées par la pauvreté et la violence, et qui ont une mauvaise santé mentale et physique.

On effectuera une évaluation formative et sommative formelle de l’initiative.

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU BRUNSWICK

**MURIEL MCQUEEN FERGUSSON CENTRE FOR FAMILY VIOLENCE RESEARCH /
CENTRE MURIEL MCQUEEN FERGUSSON POUR LA RECHERCHE SUR LA
VIOLENCE FAMILIALE**

\$91,350

“Provincial Strategy for Dating Violence Prevention: Phase 2”

The Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence Research will develop a comprehensive, integrated provincial strategy to prevent dating violence in New Brunswick. In Phase 2, the Centre will evaluate the six existing provincial dating violence programs in New Brunswick. They will apply the tools from Phase 1 to each of these dating violence programs, do an analysis, and evaluate and interpret the data collected. The Provincial Strategy Team, Research Team and Consultative Committee will prepare the dissemination of the results with the input of New Brunswick youth.

The strategy team has prepared a detailed quantitative and qualitative evaluation plan for each of their objectives.

[Stratégie provinciale pour la prévention de la violence dans les fréquentations : phase II]

Le Centre élaborera une stratégie provinciale globale intégrée de prévention de la violence dans les fréquentations au Nouveau-Brunswick. Durant la phase II, les six programmes axés sur la violence dans les fréquentations qui existent présentement au Nouveau-Brunswick seront évalués. On appliquera les outils de la phase I à chacun de ces programmes, une analyse sera effectuée et les données recueillies seront évaluées et interprétées. L'équipe de la stratégie provinciale, l'équipe de recherche et le comité consultatif prépareront la diffusion des résultats, avec l'apport de jeunes du Nouveau-Brunswick.

L'équipe chargée de la stratégie a préparé un plan d'évaluation quantitative et qualitative détaillé pour chacun des objectifs.

***“Probing Rural Issues Selecting Methods to Address Abuse of Women and Girls
(PRISM), Phase 3”***

“Probing Rural Issues Selecting Methods to Address Abuse of Women and Girls” will identify and enhance conditions and resources that will help rural women and girls live in relationships free from violence. In the previous consultative phases of this initiative, the Centre identified and researched the better practices used in Atlantic Canada. This 12-month phase (Phase III) will promote policy formulation and action that is sensitive to the findings of the analyses. Phase III is vital to harmonizing theory, research, practice, approaches and social change. The Centre will use strategic activities to promote action through public engagement, distribution of information to potential users, and involvement of sector-specific champions and mentors in the knowledge transfer process.

Reports on outcomes and strategic processes will be based on success indicators in the communication and work plan, which will include evaluative tools based on analytical lenses.

[Méthodes de sélection pour un examen minutieux des problèmes ruraux afin de contrer la violence faite aux femmes et aux filles, phase III]

Cette initiative consistera à cerner et à améliorer les conditions et les ressources qui aideront les femmes et les filles rurales à vivre des relations libres de violence. Au cours des phases de consultation antérieures de cette initiative, le Centre a cerné et exploré des pratiques exemplaires utilisées au Canada Atlantique. Cette phase III, échelonnée sur 12 mois, visera à promouvoir l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques tenant compte des conclusions des analyses. Cette phase est essentielle à l'harmonisation de la théorie, de la recherche, des pratiques, des approches et des changements sociaux. Le Centre aura recours à des activités stratégiques pour promouvoir la prise de mesures grâce à l'engagement public, à la diffusion de renseignements à l'intention des utilisatrices éventuelles et à la participation de championnes et de conseillères au processus de transfert des connaissances.

Les rapports relatifs aux résultats et aux processus stratégiques seront fondés sur des indicateurs de succès de la communication et du plan de travail, lesquels comprendront des outils d'évaluation fondés sur des points de vue analytiques.

QUEBEC / QUÉBEC

FEMMES AFRICAINES HORIZON 2015

61 620 \$

“Mobiliser la collectivité en vue de la prévention des mutilations génitales féminines au Québec”

Dans le but de prévenir les mutilations génitales féminines (MGF) et de mieux répondre aux besoins des victimes, le groupe veut sensibiliser, informer et mobiliser la communauté du Québec à cet enjeu en médiatisant la problématique afin de lever les tabous entourant ces pratiques. Ces objectifs seront atteints grâce à plusieurs activités dont l'organisation d'un Forum de 7 jours sur les MGF ciblant 7 publics : la population québécoise d'origine africaine, les intervenantes et intervenants communautaires, de la santé et des systèmes juridique et policier, les députées et députés de l'Assemblée nationale, le milieu de l'éducation et, finalement, le grand public. Les actes du forum seront rédigés et lancés à l'occasion d'un séminaire de réflexion. À la fin de l'initiative, une recherche-action devrait être mise sur les rails pour dresser un portrait réaliste de la situation au Québec. De plus, des mesures concrètes issues de consultations et d'échanges avec les intervenantes et intervenants des publics ciblés seront dégagées afin de mieux répondre aux besoins des femmes ayant subi des MGF et de protéger les filles tant au Québec qu'à l'occasion de voyages à l'étranger. Le groupe a développé un plan d'évaluation complet comportant plusieurs indicateurs.

[Rallying the community against female genital mutilation in Quebec]

In an effort to prevent female genital mutilation and better meet the needs of women who have been subjected to it, the group wants to raise awareness, inform and bring together the community in connection with this issue in Quebec by publicizing it in order to dispel the taboos surrounding these practices. These objectives will be achieved through a number of activities, including a seven-day forum on female genital mutilation with seven target audiences: Quebec women originally from Africa, health care workers, stakeholders in the legal and police systems, members of the National Assembly, individuals in the field of education, and, finally, community stakeholders and the public at large. The minutes of the forum will be drafted and distributed at a reflection seminar. At the end of the initiative, an action research will be initiated to paint a realistic portrait of the situation in Quebec. As well, concrete measures resulting from the consultations and exchanges with the stakeholders from the various target groups will be introduced to better respond to the needs of women who have been subjected to female genital mutilation and to prevent the mutilation of young women in Quebec or when they travel abroad. The group has developed a complete evaluation plan comprising several indicators.

“Séminaire sur la santé des femmes”

Fortes des recommandations issues des consultations réalisées au cours des trois dernières années, 25 femmes autochtones choisies parmi les membres du comité consultatif de l'organisme, soit le Réseau Femmes et Santé, les intervenantes du secteur communautaire, les représentantes d'organismes du milieu de la santé, les jeunes femmes ainsi que les responsables d'organismes provinciaux autochtones, seront consultées en vue d'arrêter la programmation du séminaire d'une durée de trois jours. Le séminaire permettra à ces femmes autochtones de maîtriser l'analyse comparative entre les sexes et son utilisation, pour faire reconnaître leurs besoins spécifiques en matière de santé. La participation de représentants gouvernementaux fédéraux et provinciaux servira à consolider les contacts entre les femmes autochtones et les différents ministères, à en créer de nouveaux et à solliciter des appuis pour des actions futures. De plus, ce séminaire servira à amener les femmes autochtones à participer aux débats relatifs à leur santé ainsi qu'à la planification et à l'élaboration des programmes et services de santé dispensés dans leur milieu. Elles seront ainsi plus nombreuses à s'impliquer au comité Réseau Femmes et Santé de Femmes autochtones du Québec et à agir comme agentes multiplicatrices dans leur milieu. Par ailleurs, le séminaire favorisera aussi la mise en place d'une structure de réseautage entre les diverses associations autochtones de la province. Des évaluations quantitatives et qualitatives se feront tant verbalement que par écrit tout au long de l'initiative.

[Women's Health Seminar]

Armed with recommendations resulting from consultations over the past three years, 25 Aboriginal women chosen among members of the advisory committee of the organization Réseau Femmes et Santé [*Women and Health Network*] will help prepare the program for a three-day seminar. Community sector advocates, representatives of health-related organizations, young women and leaders of provincial Aboriginal organizations will also be asked for their views on the program. The seminar will allow these Aboriginal women to master gender-based analysis and its use, in order to gain recognition for their specific health needs. The participation of federal and provincial government representatives will serve to consolidate relations between the Aboriginal women and various government departments, to forge new relationships and open the doors toward further assistance in the future. The seminar will also serve as an opportunity for Aboriginal women to participate actively in discussions related to their health and to the planning and development of health programs and services to be offered in their communities. This should result in more of these women becoming involved in the Réseau Femmes et Santé autochtones du Québec [Québec Aboriginal Women and Health Network] and acting as multiplying agents in their communities. In addition, the seminar will promote setting up a structure for networking between various Aboriginal associations in the province. Verbal and written quantitative and qualitative evaluation will take place throughout the initiative.

TOTAL:**\$1,353,664**